

Action ouvrière pour stopper les fascistes!

Organiser, mobiliser, riposter

30 avril -- Le Front national est passé à l'offensive, et il ne s'agit pas de la déclaration officielle de candidature de Le Pen aux présidentielles. En janvier, ce démagogue avait promis "une campagne, au sens militaire du terme", et ses troupes se sont lancées à l'assaut des rues. A une seule semaine d'intervalle, ces fascistes ont tenu militairement le centre de Marseille et un quartier de Lyon, y faisant régner pendant plusieurs heures, et sous la protection des flics de Chirac et Mitterrand, la terreur raciste et anticommuniste.

Marseille et Lyon doivent donner l'alarme à toute la classe ouvrière. En décembre dernier, c'est par centaines de milliers que les travailleurs sont descendus dans la rue, aux côtés des familles immigrées et des jeunes, contre le meurtre raciste d'un étudiant d'origine algérienne, Malik Ousseki. Et dans les grèves de l'hiver -- les plus puissantes depuis Mai 68 --, ils ont fait la démonstration que leurs forces étaient intactes, forçant même ce gouvernement de revanchards à des reculades spectaculaires dont il n'arrive toujours pas à se remettre.

Depuis, le prolétariat est resté l'arme au pied. Aujourd'hui, une riposte ouvrière à l'escalade fasciste est une nécessité urgente. Mais elle butte contre l'obstacle des bureaucrates à la tête du mouvement ouvrier qui étouffent toute véritable mobilisation ouvrière avec leur politique de collaboration de classe. La lutte contre le fascisme est avant tout la lutte pour forger une nouvelle direction, révolutionnaire, à la classe ouvrière.

LES NERVIS DE LE PEN EN ACTION

Le 4 avril, dans cette ville de Marseille où le Front national tire profit de l'extrême ségrégation raciale et de l'effritement de la vieille machine du PS, Le Pen prenait la tête de près de 20000 "manifestants", vomissant des injures racistes, hurlant "Qu'un sang impur abreuve nos sillons"...

Leur but, "rendre la Canebière aux Marseillais", était une évidente provocation contre les immigrés. La Canebière jouxte en effet le quartier immigré de Belsunce. Peu avant, Le Pen avait appelé à la "résistance à la décadence et à l'occupation étrangère". Et rien ne va empêcher ses hommes de mettre en application les appels au meurtre raciste de leur chef. Les organisations ouvrières n'ont en effet, comme à leur habitude, pas organisé la moindre défense du quartier immigré. Et au lieu de plusieurs milliers de dockers ou de cheminots appelés par la CGT ou la CFDT, c'est 200 Beurs, seuls, qui "excédés d'entendre hurler des slogans qui demandaient leur élimination, ont lancé des projectiles sur le cortège aux cris de 'Le Pen assassin!' et 'Nous sommes des êtres humains!'. L'aubaine était trop belle pour le service d'ordre musclé, dont certains membres avaient coiffé le béret rouge des paras, de partir en chasse jusque dans les ruelles adjacentes. L'affrontement a été bref mais violent, et un Algérien, M. Hourab Necib, trente ans, a été blessé, à la tête" (le Monde, 7 avril). Un des chiens enragés de Le Pen a tiré avec un pistolet sur une fenêtre d'où une femme venait de crier "Le Pen assassin!" Après la manifestation, la chasse continuera. Un Martiniquais, blessé, a dû être hospitalisé. Quant aux CRS, ils n'ont pas seulement laissé faire les fascistes -- les aidant à



Sygma

l'occasion à repousser les Beurs à coups de grenade lacrymogène --, ils ont bouclé le quartier Belsunce et organisé leur propre ratonnade (cf. Libération, 9 avril)!

Quelques jours après, le 10 avril, dans la région marseillaise, à Vitrolles, un responsable local du Front national déchargeait son P38 sur un jeune juif, Bruno Attal. Main déchiquetée, poumon perforé. Les fascistes concentrent aujourd'hui leur tir contre les Arabes, mais ils gardent les juifs dans leur collimateur. Le Front national ne perd pas une occasion de faire huer dans ses meetings les noms de Simone Veil et Jean-François Kahn! La terreur fasciste en France menace tous ceux que cette racaille réactionnaire considère comme des "sous-hommes".

A Lyon, le Front national, fort de sa victoire de Marseille, organisait dans la nuit du 10 au 11 avril -- et toujours sous l'oeil bienveillant des flics -- une descente de 40 de ses "colleurs d'affiches" dans le quartier de la Croix-Rousse (cf. dans ce numéro l'article "Les nervis de Le Pen ratonnent à Lyon-Croix-Rousse"). La veille, Le Pen avait tenu à Lyon un meeting de haine

raciale, évoquant notamment ces "femmes arabes" enceintes qui peuvent "taper sur leur abdomen rebondi en disant: C'est grâce à vous que nous pourrons vaincre les Français..." (le Monde, édition Rhône-Alpes, 11 avril).

Après les troisième et deuxième villes de France, c'est Paris que Le Pen désigne comme prochaine étape de son escalade provocatrice. Comme les ligues fascistes des années trente, le Front national veut faire de la fête Jeanne d'Arc du 10 mai un point de ralliement de tout ce que ce pays compte de réactionnaires et une démonstration arrogante de sa force.

LA MENACE FASCISTE

Les libéraux bourgeois, férés d'"anti-racisme", préfèrent fermer les yeux. Quelques jours après la sinistre ratonnade de Marseille, le Monde (29 avril) nous peint le chef des nervis locaux, Arrighi, sous les traits d'un "démocrate sourcilleux", "aussi peu extrémiste que possible". La bourgeoisie ne fait au fond que reconnaître là un des siens, quel que soit le jugement sur

Suite page 2



LB

13 novembre 1984 -- Le cortège de la LTF à la manifestation de la CGT pour protester contre le meurtre d'Ozgun Kemal, militant de la CGT et du PC, abattu deux jours plus tôt par des nervis patronaux.

Barbie et l'antisémitisme français 3

Les cheminots noirs défient l'apartheid 9

Les nervis de Le Pen ratonnent à Lyon-Croix-Rousse

Dans la nuit du vendredi 10 avril, 30 à 40 membres du Front national avec tout l'attirail des commandos fascistes (barres de fer, matraques cloutées, pistolets à grenaille) ont organisé une véritable ratonnade dans le quartier de la Croix-Rousse à Lyon. Pendant deux heures, ces nervis ont paradé, pourchassant les immigrés, les jeunes, pour en blesser un avec de la grenaille, en tabassant plusieurs autres; ils allaient aussi intimider plusieurs cafés maghrébins et s'attaquer aux locaux d'associations et de groupes de théâtre, puis arracher les boîtes aux lettres aux noms "arabes" de certains immeubles. Cette descente est la suite logique et directe du meeting Le Pen de la veille. Comme à Marseille et au Zénith à Paris, ce dernier a lancé de véritables appels au meurtre en particulier contre les immigrés. Et cette ratonnade a été revendiquée par le Front national. Au cours d'une conférence de presse, le député FN Gollnish a non seulement complètement défendu "ce collage", mais il a expliqué que le FN "entend intensifier, dans les jours qui viennent, son action sur les pentes de la Croix-Rousse [...] aux côtés d'une population excédée, abandonnée à l'emprise croissante des comités gauchistes, des bandes de délinquants et des étrangers qu'ils embrigadent" (le Progrès, 16 avril). La Croix-Rousse n'a pas été choisie au hasard. Il s'agit d'un quartier populaire racialement intégré, connu pour l'activité qu'y développent les organisations de gauche, et le message lancé par ces nervis est très clair.

Comme le disait le tract que nous avons distribué sur Lyon: "Engager une puissante riposte ouvrière est une question de vie ou de mort. La puissance de la classe ouvrière des banlieues lyonnaises - RVI, les usines de la pétrochimie - doit être organisée pour protéger ce quartier avec des détachements d'autodéfense basés sur les syndicats et s'appuyant sur les habitants du quartier. La défense du mouvement ouvrier organisé, que Le Pen rêve d'écraser sous un talon de fer, passe impérativement par la défense de nos frères de classe immigrés et

de tous ceux que les fascistes déclarent être des 'dégénérés' et des 'sous-hommes' et qu'ils veulent exterminer."

Malheureusement, la riposte n'a pas pris ce chemin. Les diverses associations et organisations qui ont organisé ou soutenu la manifestation du 16 avril ont tourné le dos à la classe ouvrière lyonnaise et l'ont délibérément enfermée dans le cadre du petit quartier de la Croix-Rousse. Ainsi, lors de la réunion unitaire de préparation, on a assisté à un débat pour savoir si le lieu de départ faisait bien



Guillaume Atger

Lyon, 16 avril -- La juste colère contre les gangsters fascistes dévoyée en manifestation impuissante devant un commissariat de quartier.

partie du quartier; quant à la manifestation à laquelle le PS avait appelé initialement pour le 15, elle a été dénoncée essentiellement parce qu'elle était appelée en dehors du quartier! Les sociaux-démocrates de Henu-le-terroriste-d'Etat ont d'ailleurs dû avoir la même réaction, ils ont annulé leur propre manifestation! Le PC s'assurait que seule sa section Croix-Rousse signe l'appel.

Et pour bien insister sur leurs perspectives les organisateurs entraînent le petit millier de manifestants (essentiellement les Français, les immigrés se trouvant au mieux aux fenêtres) devant le commissariat du quartier. Car un des buts de cette protestation était de faire "toute la lumière sur la complicité passive de la police et sur le comportement de certains de ses membres lors de cette nuit". Mais est-il surprenant que les flics arrivés en masse sur les lieux (17 voitures), après avoir bouclé le quartier, non seulement pactisent avec les fascistes, mais commencent eux-même à tabasser les habitants du quartier? N'est-ce pas ce qu'ils font tous les jours pour "maintenir l'ordre"? Et est-il surprenant que les seuls inculpés dans cette affaire soient deux Maghrébins, victimes de ces fascistes? Ce ne sont pas les flics, les juges ou n'importe quel autre représentant de l'Etat bourgeois qui vont nous protéger contre les exactions de cette racaille. Les réformistes (en l'occurrence des anarchistes essentiellement) proposent toujours cette impasse que sont les pressions sur l'Etat bourgeois pour détourner la classe ouvrière du terrain de l'action de classe indépendante. Comme l'affirmait notre tract: "La classe ouvrière [...] est la seule force sociale qui peut, sous la direction du parti révolutionnaire armé du programme trotskyste, en finir une fois pour toutes avec ce produit hideux du capitalisme qu'est le fascisme en en finissant avec ce système d'exploitation et d'oppression!"

Fascistes...

Suite de la page 1

ses méthodes. Mais, le PCF, le PS et l'"extrême gauche" aussi ne veulent voir dans le Front national que d'odieuses idées racistes; ils refusent de voir que son parlementarisme "respectable" n'est qu'une couverture pour les terroristes réactionnaires. Ainsi, la LCR, aveuglée par son crétinisme parlementaire, peut-elle déclarer: "Mais l'unanimité de façade [du Front national] dissimule mal les tensions. Les dernières manifestations musclées contre les quartiers immigrés de Marseille ou de Lyon pourraient en constituer des indices. Voilà qui est susceptible de ruiner le nouvel 'effet Le Pen'" (Rouge n°1254, 23-29 avril). Pour se débarrasser de Le Pen, faudrait-il deux, trois, plusieurs Marseille?!

Les couards réformistes de tous poils refusent de voir que l'"effet Le Pen" repose, non seulement sur une démagogie populiste flattant les préjugés de la petite-bourgeoisie, mais sur une détermination -- affirmée militairement dans la rue -- d'aller jusqu'au bout. Le fascisme n'est pas un avatar parlementaire d'un "jeu" politique rythmé par les consultations électorales. Il est le produit organique du déclin capitaliste. C'est pourquoi, comme l'écrivait Trotsky, son "idéologie se compose de toutes les exhalaisons putréfiées de la société bourgeoise en décomposition". La trahison des partis ouvriers et l'absence d'une direction révolutionnaire alternative ont maintenu en vie ce capitalisme moribond qui génère cette barbarie. Le fascisme rassemble, mobilise et arme les lumpen-prolétaires démoralisés et les petits-bourgeois menacés dans leur existence par la crise endémique de l'économie capitaliste et désespérés par l'impuissance de la "démocratie" bourgeoise et des partis politiques "traditionnels", et notamment des partis ouvriers réformistes dont le verbiage "socia-

liste" camoufle une politique de gestion loyale de ce système condamné. A tous ceux que le capital pousse au désespoir et à la rage, le fascisme désigne les "coupables" -- le capital juif, l'immigré voleur de travail, le communiste fauteur de troubles -- et offre des solutions radicales: l'internement dans des camps de concentration, l'expulsion, la liquidation physique. Et son programme ne se borne pas à détruire l'avant-garde de la classe ouvrière, mais à supprimer toutes les organisations ouvrières, éliminer toutes les réformes sociales, anéantir tous les droits démocratiques, afin de réduire le prolétariat à l'état amorphe, incapable de la moindre action de classe indépendante.

Après 1981, Le Pen n'a pas seulement profité de la politique d'austérité menée par la "gauche" -- au nom des travailleurs! -- et qui a frappé aussi la petite-bourgeoisie. La politique antisoviétique et anti-immigrés des gouvernements Mitterrand a aussi donné une légitimité inespérée à son programme de terreur raciste et anticommuniste et a gonflé ses voiles. Aujourd'hui, il s'offre à la bourgeoisie comme fer de lance de la réaction en fustigeant l'impuissance du gouvernement. Chirac est en effet entré à Maignon en jurant qu'il allait mener un vaste programme de régression sociale contre les ouvriers, les immigrés et les jeunes. Mais la vague de grèves ouvrières (et surtout celle des cheminots), qui a succédé au mouvement des étudiants et lycéens, a plongé ce régime instable dans une profonde paralysie. Et Le Pen, en se déclarant le premier candidat à la présidence de la République, veut trancher dans le débat qu'a la bourgeoisie en se montrant le plus déterminé à appliquer un programme réactionnaire.

Une division du travail se dessine. Les fascistes ne prétendent pas dans l'immédiat au pouvoir, parce que la bourgeoisie n'a pas aujourd'hui décidé de recourir aux méthodes de la guerre civile pour maintenir

son exploitation de classe. Mais ils offrent leurs troupes de choc -- un atout que ne possèdent pas les autres partis bourgeois aussi réactionnaires soient-ils -- comme suppléants de la répression. Et, de plus en plus, des éléments de la majorité parlementaire sont tentés de s'appuyer sur Le Pen pour "durcir" la chiraquie.

Le va-et-vient entre les partis bourgeois "respectables" et le Front national est une preuve, non de son effritement, mais de ses liens de plus en plus étroits avec ces partis. Les déclarations d'un Pandraud, qui lui-même reprenait les calomnies du torchon Minute contre la famille de Malik Ousseki, et l'agression fasciste qui en a suivi contre la soeur de Malik sont un exemple de cette collaboration. Et des politiciens de l'UDF et du RPR (Malaud, Médecin, Griotteray) ont pointé leur nez au meeting de Le Pen à Paris le 2 avril.

COMMENT VAINCRE LE FASCISME

En 1934, Trotsky caractérisait ainsi le fascisme français: "Il est encore trop faible pour se mettre à la lutte directe pour le pouvoir; mais il est assez fort pour tenter d'abattre les organisations ouvrières morceau par morceau, pour tremper dans ces attaques ses bandes, semer dans les rangs ouvriers l'accablement et le manque de confiance dans leur force. En outre, le fascisme trouve des auxiliaires inconscients dans la personne de tous ceux qui disent que la 'lutte physique' est inadmissible et sans espoir et réclament de Doumergue [premier ministre d'alors] le désarmement de ses gardes fascistes. Rien n'est si dangereux pour le prolétariat, surtout dans les conditions actuelles, que le poison sucré des faux espoirs. Rien n'accroît autant l'insolence des fascistes que le 'pacifisme' mollassé des organisations ouvrières. Rien ne détruit autant la confiance des classes moyennes dans le prolétariat que la passivité expectante, que l'absence de volonté de lutte" (Où va la France?)

Pendant des années, les réformistes du PS et du PCF et leurs suivistes d'"extrême gauche" ont expliqué que les fascistes étaient insignifiants, qu'il ne fallait pas leur donner de publicité, etc. Maintenant, on nous dit, face à la montée du Front national, qu'il est impossible d'organiser une riposte d'envergure suffisante pour l'arrêter. La passivité scandaleuse des directions du mouvement ouvrier a certes fait perdre beaucoup de temps, mais tout est loin d'être joué.

Les quartiers immigrés sont la cible privilégiée des flics et des fascistes. C'est aux syndicats (qui organisent la seule force qui a la puissance et l'intérêt d'écraser les fascistes: le prolétariat, avec sa composante immigrée) qu'incombe la responsabilité de constituer des groupes de défense unissant ouvriers, immigrés et habitants des quartiers. Il était possible de défendre les quartiers immigrés de Lyon et de Mar-

Suite page 8

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie: ROTO-SUD
76300 Sotteville-les-Rouen
Commission paritaire: n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Le boucher nazi Barbie et l'antisémitisme français

Vengeance pour leurs victimes!

Le 11 mai doit s'ouvrir à Lyon le procès du tortionnaire nazi Klaus Barbie, qui fut le chef de la Gestapo de cette ville de 1942 à 1944. Beaucoup de ceux qui avaient réussi à sortir vivants des griffes du "boucher de Lyon" sont morts depuis, mais ses victimes survivantes attendent toujours, plus de quarante ans après, que justice soit faite.

Ils n'ont pas oublié le sadique qui torturait avec une sauvagerie bestiale résistants et otages dans les caves de la prison de Montluc et de l'Ecole de santé militaire de l'avenue Berthelot. Ils n'ont pas oublié l'Obersturmführer SS qui dirigea personnellement le massacre ou la déportation de centaines de civils sans défense et la dévastation de villages entiers dans les campagnes de l'Ain de février à avril 1944. Ils n'ont pas oublié les Juifs envoyés à la mort hideuse comme les 44 enfants rafles par les hommes de Barbie et leurs complices français ou la milice le 6 avril 1944 dans le village d'Izieu et expédiés vers les fours crématoires d'Auschwitz. Mme Benguigui, dont les trois enfants figuraient parmi les victimes de la rafle d'Izieu et qui fut elle-même déportée à Auschwitz, témoignera bientôt contre Barbie: "Pas de pardon. Je ne suis pas comme Simone Veil, pas d'oubli non plus, il faut que tout cela se paie. Les hommes qui ont commis de telles atrocités doivent subir la justice" (Libération, 27 avril).

Nazi fanatique, membre de la Gestapo dès 1935, Barbie a de nombreux autres crimes à son actif. En 1940, il est à Amsterdam où il se lance avec un zèle sauvage dans la persécution et la déportation des Juifs. Au moment de l'offensive allemande contre l'URSS en 1941, il est affecté à une unité de la Gestapo qui sème la terreur en suivant l'avance de la Wehrmacht. Et après la guerre, réfugié en Bolivie avec l'aide des services secrets américains pour lesquels il a travaillé de 1947 à 1950, il poursuivra ses activités fascistes au service de l'oligarchie de ce pays, organisant des bandes de nervis qui joueront un rôle important dans le succès du putsch du



Roger Viollet

Louis Darquier, Commissaire général aux questions juives de Vichy de mai 1942 à février 1944.

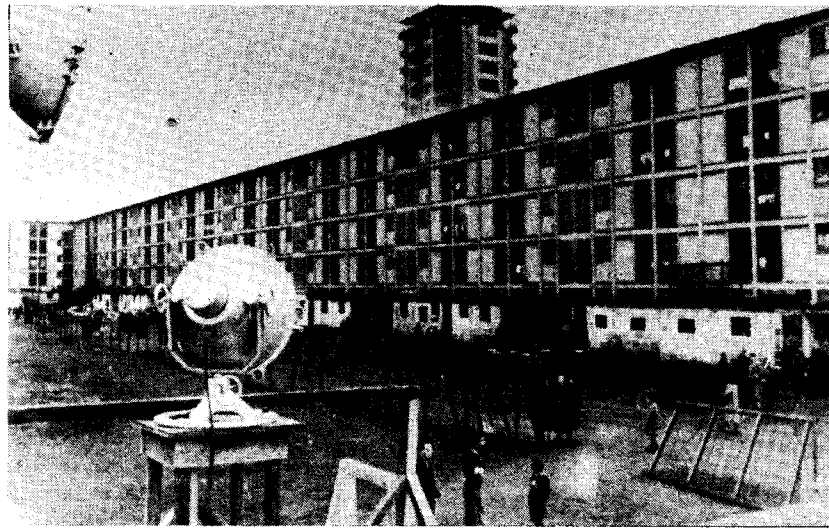
général Garcia Meza en 1980, et dans la sanglante répression qui s'ensuivra -- il sera d'ailleurs nommé colonel des services secrets boliviens.

LE ROLE SINISTRE DE VERGES

L'avocat de Barbie, Jacques Vergès, entend se servir de tous les crimes impunis commis par l'impérialisme français, tant sous Vichy qu'au cours des sales guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, pour réclamer l'acquittement du bourreau fasciste qu'il défend. Vergès n'a pas toujours été

ce qu'il est. Pendant la guerre d'Algérie, il a sauvé de la guillotine des militants du FLN. Mais aujourd'hui, sa position se résume parfaitement à la déclaration qu'il a faite le 1er avril dernier, à Alger, après avoir rappelé que les officiers français qui ont torturé pendant la guerre d'Algérie ont été amnistiés: "Je ne suis pas contre l'amnistie, je suis pour l'égalité" (le Monde, 3 avril).

Autrement dit, Vergès réclame l'amnistie de tous les tortionnaires! La question reste, pourquoi Barbie l'a choisi comme avocat et pourquoi Vergès s'est précipité à sa défense? Et quel a été le rôle joué dans ces



Roger Viollet

70000 Juifs sont passés par le camp de concentration de Drancy, au nord de Paris, gardés par la gendarmerie française. 3000 y sont morts, les autres ont été déportés vers les chambres à gaz nazies.

choix par le banquier suisse Genoud, financier et éditeur pour le compte des mouvements néo-nazis? Si Vergès prétend n'avoir rencontré Genoud qu'une seule fois, Genoud lui, n'a ni confirmé, ni nié une collaboration plus étroite...

Déjà dans son livre *Pour les Fidèles*, Vergès qualifiait le procès du criminel de guerre nazi Eichmann à Jérusalem de "parodie". Vergès s'emploie, sous couvert d'un pseudo "anti-impérialisme" et d'un "anti-sionisme" frauduleux qui pue l'antisémitisme, à "relativiser" l'horreur de l'holocauste, l'extermination méthodiquement organisée, de sang-froid, de six millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Ce génocide représente l'ultime horreur de la barbarie capitaliste sans rien enlever à l'atrocité des autres crimes commis par le capitalisme; le prolétariat victorieux les vengera tous.

Le fait que Vergès (qui parle de "transferts [sic] de Juifs de la région de Lyon vers Drancy" et de "certaines attaques contre des colonies de vacances d'enfants juifs" au lieu de parler de déportations vers les chambres à gaz [Compte-rendu du débat de Ligoure, 1983, dans *la Face cachée du procès Barbie*]), s'attaque uniquement à l'hypocrisie des démocrates bourgeois n'a rien de "révolutionnaire". Il sert les intérêts de ces fascistes qui en ont profité pour envoyer des tracts aux habitants d'Izieu où on pouvait lire que "seuls les poux ont été gazés dans les camps" (Libération, 27 avril).

Quand Barbie fut expulsé vers la France et arriva à Lyon en 1983, la fille d'un déporté (elle-même envoyée au camp de Drancy à l'âge de cinq ans) fut arrêtée en possession d'un fusil chargé. Il est vraiment dommage qu'elle n'ait pas réussi (contrairement à Scholem Schwartzbard, un anarchiste juif qui, en 1926, exécuta l'hetman ukrainien Petlioura, responsable de pogromes pendant la guerre civile russe; Schwartzbard fut acquitté au cours d'un procès célèbre). Car il n'y a aucun doute: Barbie mérite la mort.

En tant que communistes, nous sommes contre la peine de mort. Mais nous savons qu'il y a beaucoup

d'exécutions justifiées après une guerre sanglante. Un tribunal composé de leurs victimes survivantes devrait décider du sort de criminels de guerre comme Barbie. Il devrait être jugé par les Juifs de Buchenwald et d'Auschwitz, les torturés de Lyon, les rescapés des villages français et russes qu'il a dévastés, les Boliviens que ses nervis ont torturés. Mais de cet acte élémentaire de justice, l'Etat bourgeois français et ses tribunaux sont bien incapables. Les gouvernements qui se sont succédé depuis 1983 ont fait traîner pendant quatre ans les préparatifs du procès de Barbie (qui a aujourd'hui 74 ans). Et maintenant

à l'Allemagne nazie, une attitude bien résumée par la célèbre formule "plutôt Hitler que le Front populaire". Mais la défaite éclair et l'effondrement de l'armée en mai-juin 1940 firent se dresser à nouveau devant elle le spectre menaçant de la Commune de Paris, le résultat de la dernière défaite militaire de la France. Son état d'esprit d'alors était parfaitement exprimé par le général Weygand, commandant en chef de l'armée qui, décidé à demander un armistice, déclarait avec angoisse le 8 juin au général de Gaulle: "Ah! si j'étais sûr que les Allemands me laisseraient les forces nécessaires pour maintenir



Roger Viollet

l'ordre..." (de Gaulle, *Mémoires de guerre*, tome 1). Apeurée et traumatisée, la bourgeoisie abandonnait alors tout le pouvoir à l'état-major en la personne du maréchal Philippe Pétain, le "vainqueur de Verdun" et surtout l'homme qui avait noyé dans le sang les mutineries de 1917 dans les tranchées.

Les nazis ne firent pas de difficultés pour laisser à Pétain les moyens de "maintenir l'ordre". A vrai dire, Hitler n'avait pas la moindre intention de nazifier la France. Il voulait seulement la neutraliser militairement et la mettre en coupe réglée pour financer sa guerre, prochaine, contre l'URSS. L'armistice de 1940 fut donc un marché (certes inégal) entre deux puissances impérialistes: l'impérialisme français serait désarmé militairement en métropole, et il mettrait son industrie et son appareil d'Etat au service de la machine de guerre nazie, mais en même temps il se verrait accorder une large latitude pour appliquer sa propre politique réactionnaire, y compris dans la zone occupée par la Wehrmacht au nord. Vichy n'avait plus d'armée, mais il avait toujours à sa disposition le reste de l'appareil d'Etat, et en particulier une police dont l'effectif atteindra bientôt 100000 flics et gendarmes.

Suite page 4

qu'il s'ouvre enfin, la bourgeoisie française est visiblement inquiète.

Car le procès de Barbie pourrait bien faire remonter à la surface l'histoire de la collaboration avec les nazis de la bourgeoisie française et de son Etat, et de leur participation active à l'extermination des Juifs, mettant dangereusement à mal le mythe gaulliste selon lequel tous les crimes du régime de Vichy ont été simplement le résultat de sa capitulation systématique devant les diktats allemands -- un mythe qui est aussi un article de foi pour le PCF car il constitue une des principales justifications de son alliance front-populiste avec la "Résistance" bourgeoise contre le régime "anti-national" de Pétain. On est ainsi prié de croire qu'en persécutant les Juifs, Vichy ne faisait que céder aux exigences d'Hitler. Rien n'est plus faux.

L'ANTISEMITISME FRANCAIS AU POUVOIR

Dans la conclusion de leur remarquable ouvrage *Vichy et les Juifs*, qui documente minutieusement les persécutions antijuives mises en oeuvre sous Pétain, les historiens américains Michaël Marrus et Robert Paxton écrivent: "Il est frappant de voir avec quelle hâte le régime de Vichy [...] adopta délibérément une politique antijuive après la défaite de 1940. Nous estimons qu'aucune confusion n'est plus possible quant au rôle des Allemands dans le lancement de cette politique. On ne trouve aucune trace de tentatives de leur part pour étendre leur politique antijuive à la zone non occupée pendant l'été de 1940; ils considéraient au début la France comme un déversoir de leurs propres réfugiés. La politique antijuive de Vichy ne fut pas seulement indépendante de la politique allemande; elle en fut la rivale. Vichy lutta contre l'autorité occupante pour affirmer sa souveraineté dans les affaires antijuives et pour consacrer les avantages des confiscations et du contrôle des réfugiés."

A la fin des années 30, la bourgeoisie française, hantée par les grèves de 36, était défaitiste face

LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous!



30F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40F (par avion: 60F)
Etranger: mandat poste international
Ecrire au Bolchévik:
B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Barbie...

Suite de la page 3

Le 3 novembre 1940, le gouvernement de Vichy promulgait un "statut des Juifs" qui définissait la base juridique permettant de transformer les Juifs en parias. Ce statut interdisait aux Juifs (était définie comme juive "toute personne issue de trois grands-parents de race [sic] juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif", une définition plus large que celle utilisée à l'époque par les nazis) toute une série de professions, notamment la fonction publique et l'enseignement, et instituait pour les autres un système de quotas (Paxton et Marrus, op. cit.) Le 4 novembre, une loi autorisait les préfets à "interner dans des camps spéciaux" les "ressortissants étrangers de race juive", ceci après qu'une loi du 22 juillet eut institué une commission chargée de réviser les naturalisations accordées depuis 1927 -- plus de 15000 personnes, dont environ 6000 Juifs, seront ainsi déchues de la nationalité française.

LE STATUT DES JUIFS ET L'ARYANISATION

L'opinion bourgeoise applaudit ces lois racistes, dont les spécialistes du "droit" commentaient savamment les beautés. L'éminent expert en cohabitation Maurice Duverger, alors jeune et fringant juriste et ex-militant du Parti populaire français (PPF) fasciste de Doriot, expliquait ainsi en 1941, dans la vénérable *Revue du droit public* le lien entre la nature "autoritaire" du régime Pétain et ses lois antijuives: "Ce nouveau régime est également profondément national: il inaugure une réaction très nette contre le cosmopolitisme inspiré par la philosophie du XVIII^e siècle. Ce caractère national explique notamment les dispositions prises pour interdire l'accès des fonctions publiques aux naturalisés et aux Juifs" (Ibid.)



Corgi Books

L'Obersturmführer Barbie, chef de la Gestapo de Lyon, photographié avec ses collègues SS en 1943.

Les lois antijuives de Vichy furent immédiatement appliquées avec zèle. La purge du corps des officiers, de la police, de la magistrature, de l'enseignement, des grands corps de l'Etat, fut réalisée en un temps record. Les professions libérales appliquèrent avec enthousiasme les quotas qui permettaient aux bons "aryens" de s'approprier les postes et les clientèles de leurs confrères juifs. Et les capitalistes s'empressèrent de mettre la main sur les entreprises possédées par des Juifs. Paxton et Marrus dressent un bilan éloquent quant à l'ampleur de cette spoliation: "Le 1er mai 1944, 42227 entreprises juives avaient été placées sous administration provisoire. Parmi celles-ci, 9680 avaient été vendues à des 'aryens' (dont 1708 immeubles de rapport, 4869 entreprises commerciales et 1930 entreprises artisanales),

et 7340 avaient été liquidées par l'administrateur" (Ibid.)

Cette "aryanisation" de l'économie provoquera des frictions considérables avec les Allemands pour savoir qui d'eux ou des bourgeois français, en zone occupée, dépouilleront les Juifs. Les politiques antijuives des nazis et de Vichy devaient entrer plus gravement encore en conflit à propos des expulsions de Juifs vers la France. Car en 1940 et 1941, Hitler n'avait pas encore donné l'ordre d'extermination massive des Juifs. Il cherchait à en expulser le plus possible des territoires qui devaient former le Reich millénaire, et la



Roger Viollet

Un convoi de Juifs arrive à Drancy, l'antichambre d'Auschwitz.

zone non occupée de la France vaincue lui apparaissait comme un endroit rêvé pour les y expédier. Vichy réagit vivement. Paxton et Marrus relatent un épisode particulièrement tragique et significatif. Le 22 octobre 1940, 6504 Juifs allemands étaient expulsés vers Lyon par les nazis dans des wagons plombés. Aussitôt, Vichy inondait les autorités allemandes d'un flot de protestations contre cette "violation de l'armistice". "Quant aux malheureux occupants des trains, ils subirent de la part de tous les services un traitement inhumain. Après avoir été ballotés en tous sens dans leurs wagons plombés, pendant que les autorités françaises et allemandes se querellaient, ils furent finalement débarqués le 25 octobre dans le camp d'internement français de Gurs, dans les Pyrénées. Certains des wagons à bestiaux contenaient des cadavres quand ils furent descellés à Pau. A Gurs, d'autres moururent de froid, de malnutrition, de tuberculose et d'autres maladies avant que les survivants ne soient finalement déportés en 1942 et 1943" (Ibid.)

VICHY ET LA SOLUTION FINALE

L'antisémitisme de Vichy et celui des nazis se rejoignirent à partir de 1942, quand ces derniers eurent décidé et organisé l'holocauste. Vichy s'enthousiasma de ce que les Allemands s'offrirent maintenant de les débarrasser définitivement de tous les Juifs, et l'impérialisme français mettra sans hésitation son appareil d'Etat au service de la machine à tuer SS. Plus abominable encore, le gouvernement français insista pour qu'on déporte aussi les enfants de moins de 16 ans dont les nazis, au début, ne voulaient pas.

En tout, ce sont plus de 75000 Juifs qui ont été déportés à partir du territoire français (sous occupation allemande ou non), dont seulement 2500 échapperont à la mort. L'immense majorité d'entre eux avaient été recensés, fichés et arrêtés par l'administration et la police française, puis rassemblés dans le camp de concentration français de Drancy (dans la banlieue nord de Paris) avant d'être entassés dans des wagons à bestiaux par des gendarmes français et expédiés vers les usines à tuer nazies. 3000 périrent de maladie et de faim à Drancy, qui était placé sous la garde de la gendarmerie française et dont un rapport officiel français affirmait en décembre 1941: "Ceux qui n'ont pas vu de leurs propres yeux quelques-uns des libérés de Drancy ne peuvent avoir qu'une faible idée de l'état épouvantable dans lequel se trouvent les internés de

ce camp unique dans les annales de l'histoire. On affirme que le camp de Dachau, de réputation si fameuse, n'est rien en comparaison avec Drancy" (Ibid.)

LE FASCISME FRANCAIS

Pourquoi l'antisémitisme occupait-il une place si importante dans le programme réactionnaire de Vichy?

En 1940, la France n'était plus -- et cela depuis longtemps! -- le pays qui avait libéré les Juifs de l'oppression féodale et dont les armées napoléoniennes avaient littéralement

avait établi avec précision l'équation fondamentale de cette crise politique: "Dans les conditions de la décadence capitaliste, il ne reste plus de place pour un parti de réformes démocratiques et de progrès 'pacifiques'. Quelle que soit la voie par laquelle passe le développement à venir de la France, le radicalisme disparaîtra de toute façon de la scène, rejeté et honni par la petite-bourgeoisie, qu'il a définitivement trahie [...]. Le développement politique va prendre dans la période qui vient un rythme fébrile. La petite-bourgeoisie ne repoussera la démagogie du fascisme que si elle met sa foi dans la réalité d'une autre voie. Mais l'autre voie, c'est la voie de la révolution prolétarienne" (Où va la France?)

En 1934, les fascistes s'étaient déjà considérablement développés, organisés en "ligues" qui étaient des organisations de masse. Le groupe le plus important, les Croix de feu du colonel de La Rocque, comptait plusieurs centaines de milliers d'adhérents. Mais il y en a beaucoup d'autres, moins gros mais plus virulents: les Camelots du roi (la milice de l'Action française), les Jeunesses patriotes, les "Francistes", etc. Le 6 février 1934, ils passaient à l'offensive. 40000 ligueurs montèrent ce jour-là à l'assaut du parlement, affrontant la police en une véritable bataille rangée qui fit 16 morts et plus de 600 blessés. Le lendemain, le président du conseil (premier ministre) radical Daladier céda la place au réactionnaire Doumergue. La grande bourgeoisie, qui finançait et armait les bandes fascistes, venait d'administrer par leur intermédiaire un avertissement sans frais à son personnel parlementaire radical et lui avait imposé un gouvernement bonapartiste plus conforme à ses désirs. Trotsky écrivait: "Le parlement existe, mais il n'a plus les pouvoirs d'autrefois et il ne les reprendra jamais plus. Morte de peur, la majorité du parlement a, après le 6 février, appelé au pouvoir Doumergue, le sauveur, l'arbitre. Son gouvernement se tient au-dessus du parlement. Il s'appuie non pas sur la majorité 'démocratiquement' élue, mais directement et immédiatement sur l'appareil bureaucratique, sur la police et l'armée" (Ibid.)

LE FRONT POPULAIRE A PAVE LA VOIE A LA REACTION

La crise politique, entrée dans une phase aiguë, ouvrait une situation pré-révolutionnaire. La classe ouvrière ne restait pas inactive, et manifestait par ses luttes sa volonté d'en découdre avec la bourgeoisie et ses nervis fascistes. Mais cette lutte, pour être victorieuse, ne pouvait être qu'une lutte pour le pouvoir: "Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque

Suite page 10



Bilderdienst Süddeutscher Verlag

La police française traque les Juifs dans les rues de Paris.

Cheminots - "Etats généraux de la base"

La LCR roule pour les bureaucrates

Quelques mois après la puissante grève des cheminots qui, pendant 21 jours, a défié le gouvernement réactionnaire de Mitterrand-Chirac, les animateurs de la coordination des agents de conduite (ADC) de la gare du Nord et ceux de Sotteville tentent de tirer un bilan et de proposer des perspectives. Deux bulletins récemment parus, le bulletin du Comité de liaison national des cheminots (n°1, mars) à l'initiative de la coordination des agents de conduite de la gare du Nord et de Sotteville, et le journal de Paris-Nord *Mais encore!* (n°1, avril) contiennent plusieurs textes de bilan mais surtout un appel pour des "Etats généraux de la base", le 23 mai à Paris. Au coeur des débats: "Comment dépasser la division syndicale qui reste toujours aussi forte à la tête des fédérations? [...] combler le fossé qui s'est créé entre des directions inamovibles et incontrôlables et une base de plus en plus indifférente à leurs discours? [...] Comment surmonter les divisions catégorielles? [...] Comment préparer la lutte à venir?" (Bulletin du Comité de liaison national des cheminots n°1, mars).

Ces questions méritent indiscutablement d'être débattues. La question des divisions syndicales est une préoccupation légitime, mais en faire le début et la fin de toutes les causes des échecs ressemble fort au leitmotiv de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Krivine qui compte pas mal de militants actifs et connus dans ce Comité de liaison. En effet, ce dont rêvent Krivine, l'"antistalinien" de service et laquais de la social-démocratie, et ses amis c'est d'une idylle entre Krasucki, Maire et Bergeron qui, sous la pression de la base, abandonneraient leur politique de brisage de grève et de collaboration de classe pour devenir un instrument des mobilisations (cf. "Rêvons un peu", Dossier Rouge n°21 consacré à la grève des cheminots, 2ème trimestre 1987). En d'autres termes, au moment où les travailleurs les plus conscients cherchent à se débarrasser de leurs vieilles directions traîtres, la LCR cherche à leur faire croire qu'avec un bon lifting elles pourraient resservir!

Une des leçons de cette grève combative des cheminots, c'est précisément qu'elle a pu se développer en grande partie à cause de la méfiance des travailleurs vis-à-vis de leurs directions traîtres. Combien de fois a-t-on entendu des grévistes dire que cette grève "venait de loin", "d'avant le 16 mars" et rappeler avec amertume et colère les déclarations de Krasucki en 1984 qui condamnait comme "totalement anormales" les grèves contre des mesures aggravant le travail des cheminots introduites par le ministre des Transports Fiterman. Et c'est dans les comités de grève et les assemblées générales que cette profonde méfiance a trouvé son expression organisationnelle. Ce n'était là qu'un premier pas car précisément la principale faiblesse de la coordination des roulants a été sa volonté de se cantonner à une pression sur les syndicats -- syndicats-taxis -- leur laissant passivement le soin de négocier mais sans garantie que les accords obtenus ne soient acceptés par les grévistes. Comme nous le disions: "L'outil dont les cheminots ont besoin pour gagner la grève, c'est un comité de grève national, démocratiquement élu et révocable à tout moment, dans des assemblées générales où les grévistes pourront déterminer majoritairement, en toute connaissance de cause, quelle stratégie appliquer. Dans ce cadre, les dirigeants syndicaux doivent briguer, sur leur programme, les suffrages des grévistes pour que leur politique de défense de l'ordre bourgeois soit exposée directement devant les travailleurs mobilisés et que, dans le feu de l'action et

sous les coups de boutoir des révolutionnaires luttant pour la direction des comités de grève, ils soient consciemment écartés. C'est seulement ainsi que pourra être brisé l'étau des bureaucrates sur l'ensemble des travailleurs" (le *Bolchévik* n°69, janvier). Une seule voie pour transcender les divisions syndicales et combler le fossé entre les directions et la base des syndicats: balayer les bureaucrates et les remplacer par une direction révolutionnaire.

Insister sur l'unité représente certes un profond besoin des travailleurs de la SNCF qui avaient épuisé pas mal de leurs forces dans des mouvements émiettés, appelés par un syndicat et brisés par l'autre. Mais si l'unité de la classe ouvrière en fait sa force dans les luttes syndicales, la question principale reste cependant l'unité avec qui et pourquoi faire? La réponse à l'aspiration à l'unité syndicale c'est la lutte pour un syndicat unique de masse, un syndicat industriel. Une entreprise, un syndicat! Une seule confédération! Perspective puissante s'il en est dans une entreprise aussi centralisée que la SNCF dont la direction utilise avec habileté la multitude de statuts pour encourager les divisions catégorielles. Mais la lutte pour ce syndicat industriel ne peut être séparée d'une lutte pour briser l'étau des bureaucrates, et ne pourra s'accomplir que dans une lutte de classe puissante au cours de laquelle les vieilles directions seront balayées au profit d'une direction révolutionnaire.

DIRECTION ET PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE

Cette perspective ne tombe pas du ciel. Elle dépend d'un programme révolutionnaire de victoire pour la classe ouvrière. Derrière l'appel à l'unité syndicale des directions

réformistes, les amis de Krivine exploitent cyniquement les aspirations légitimes à l'unité pour dévoyer la combativité et les quelques leçons acquises pendant cette grève, en particulier les prémisses du contrôle de leurs luttes, vers une perspective d'union de la gauche "new-look": "Ce n'est que par un puissant mouve-

ment dans les futures mobilisations. Les ouvriers combattifs qui veulent tirer un bilan sérieux et préparer les victoires futures doivent s'emparer du programme qui découle directement de ces leçons.

Il faut une lutte sans merci dans les syndicats contre toutes les versions de collaboration de classe, union



B. Bisson/Sygm

Pour défendre leurs piquets contre les flics et gagner la grève, les cheminots avaient besoin du soutien de délégations massives de travailleurs d'autres secteurs, comme les PTT.

ment de masse que les travailleurs pourront tous ensemble provoquer le départ de Chirac et imposer au gouvernement de gauche qui lui succèdera la mise en oeuvre d'une politique anticapitaliste" ("Que propose la LCR?", Dossier Rouge n°21, 2ème trimestre 1987).

Comme il est noté à juste titre dans le journal de Paris-Nord, les acquis de cette lutte pèseront forte-

de la gauche ou "nouveau rassemblement populaire majoritaire". Car comme le soulignait un gréviste: "Attention, on n'en a pas seulement après ce gouvernement-là; la gauche, Mitterrand, c'était la même chose" ("Dans les gares en grève à Paris" le *Bolchévik* n°69, janvier).

La grève ne signifie pas seulement "poser le sac". Comme nous le disions

Suite page 9

Flics hors des quartiers immigrés! Police sur la ville à Choisy-le-Roi

Le 27 avril -- La cité de la Cuve est un ensemble HLM de Choisy-le-Roi, dans la banlieue rouge de Paris, où logent Français et immigrés. Elle va vivre entre le samedi 4 et le dimanche 5 avril une nuit de ratonnade policière.

Sous prétexte de "tapage nocturne", trois flics déboulent dans le "local" -- la cave d'un bâtiment où les jeunes se rencontrent habituellement. Ce soir-là, ils sont huit ou neuf, de 16 à 17 ans, à bricoler leurs vélocycles en écoutant de la musique. D'entrée, les policiers chargent. Un adolescent, Manuel, aura la lèvre ouverte et un doigt cassé. Les jeunes, pourtant en possession de leurs papiers en règle, seront embarqués...menottes aux poignets! Mais ce n'est là que le prélude. Vingt minutes plus tard, surgit une armada policière qui investit militairement la cité. Lors de la conférence de presse du 8 avril, les familles raconteront: "Il s'agissait bien d'une descente de police, une soixantaine environ, équipés de matraques et accompagnés de chiens, qui ont pendant près de deux heures commis des brutalités sur les jeunes, parmi lesquels nombre d'adolescents" (*l'Humanité*, 9 avril). Deux heures de terreur policière systématique: ratissage, chasse aux jeunes, matraquages à terre, gaz lacrymogènes. Selon des témoins, les gardiens de l'"ordre" lancent leurs chiens, après avoir enlevé leur muselière: "Le policier a lâché son chien contre moi. Un berger allemand. Il m'a mordu là." Amandio montre ses bles-

sures à l'avant-bras. Corinne Legneux raconte que les policiers avaient 'enchaîné' son fils dans un fourgon. 'Je les ai entendus demander le renfort de maîtres-chiens pour rattraper un môme qui leur avait échappé'" (*Libération*, 9 avril). Un vieil Algérien conclura: "Samedi soir, c'est le parti de Le Pen qui est entré dans la cité des immigrés" (*Libération*, 6 avril).

Après "enquête administrative", la flicaille livre sa version: "Des inconnus [sic] munis de courtes matraques et accompagnés de bergers allemands sont intervenus et s'en sont pris à tous les jeunes gens, dont deux ont été blessés" (*l'Humanité*, 9 avril). Et d'évoquer "des chiens errants". L'énormité du mensonge pourrait prêter à rire si, derrière, il n'y avait un message sinistre: la police peut faire n'importe quoi, raconter n'importe quoi. Elle est au-dessus des lois. Le caractère bonapartiste de cette pègre en uniforme, raciste et anticommuniste, se manifeste particulièrement quand elle s'érige elle-même en juge, jury et bourreau pour abattre des "suspects" -- principalement des immigrés. L'arbitraire policier a eu le feu vert des gouvernements bourgeois, de droite comme de "gauche", avec toutes ces mesures racistes de gardes à vue, contrôles, perquisitions, rafles gestapistes, expulsions, etc. Et si les Pasqua ou Defferre ont couvert les "bavures" de leurs hommes, c'est que ces derniers n'ont fait que remplir, avec un zèle seulement trop fougueux, la fonction que la bourgeoisie confie

à sa police: terroriser la classe ouvrière (et au premier chef sa composante immigrée, plus vulnérable), maintenir par la violence l'oppression et l'exploitation capitalistes.

La ratonnade de Choisy ne peut que révolter et alarmer. Mais ni SOS-Racisme ni le PCF (qui dirige la municipalité) n'ont cherché à mobiliser contre ces exactions policières. Les réformistes n'ont à offrir que des appels impuissants à l'Etat bourgeois, à prêcher la confiance dans sa "justice" et sa police "démocratisée". Protection des quartiers ouvriers/immigrés par des groupes de défense appuyés sur les syndicats!

Pour contacter la LTF

- | | |
|--------------|--|
| Paris | Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49 |
| Rouen | M. Benoît
BP 817
76009 Rouen Cedex
Tel: 35 71 20 86 |
| Lyon | M. Delalandre
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17 |



Glinn/Magnum

Janvier 1959 -- L'armée rebelle de Castro fait son entrée à la Havane.

Le 19 juillet 1979, plus de 100 000 personnes sont descendues dans les rues de Managua pour fêter leur victoire et le renversement de la dictature sanglante de Somoza par une insurrection dirigée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). C'était une sérieuse défaite pour l'impérialisme Yankee et la première révolution populaire victorieuse en Amérique latine depuis le jour où, vingt ans auparavant, l'armée de guérilla de Fidel Castro entra dans La Havane. Comme à Cuba, un tyran corrompu et universellement honni mis en place par les Etats-Unis était remplacé par la venue au pouvoir de guérilleros nationalistes radicaux. L'administration Carter craignait que le Nicaragua "suive le modèle cubain au niveau interne et devienne aussi une base pour tenter d'exporter la subversion dans d'autres parties d'Amérique centrale et des Caraïbes" selon les termes du *Washington Post* du 25 juillet 1979. Aujourd'hui, en l'an huit de la révolution nicaraguayenne, dont l'issue est encore en balance, la bourgeoisie US est toujours hantée par le spectre d'un "autre Cuba".

Tout au long des années Reagan, Washington a fait un lien entre le Nicaragua et Cuba. Les Démocrates et les Républicains, malgré des divergences tactiques, partagent la même obsession, celle du rapport de la Commission Kissinger de 1984: "l'utilisation du Nicaragua comme une base pour les tentatives soviétiques et cubaines de pénétrer le reste de l'isthme centraméricain". L'année dernière, en s'opposant à l'aide aux mercenaires "contras" de Reagan, le sénateur démocrate du Dakota du nord, Byron Dorgan, insistait fortement: "Je ne veux pas d'un autre Cuba dans cet hémisphère. Si les Soviétiques décidaient, et si les Nicaraguayens acceptaient, d'envoyer des avions de combat MIG au Nicaragua, je soutiendrais un blocus, je serais en faveur d'éliminer de la carte ces pistes d'aviation."

Pourtant, les sandinistes n'ont jamais prétendu construire un "second Cuba". Et Fidel Castro leur a lui-même conseillé de ne pas suivre la "voie cubaine", recommandant au FSLN d'éviter "une attaque frontale prématurée contre la bourgeoisie". Les commandants du FSLN ont suivi



WV

Nos camarades américains manifestent contre l'agression US au Nicaragua.

Cuba, Nicaragua et la révolution permanente

les conseils de Castro. Dans une interview au *Time* (11 août 1986), Daniel Ortega a dit comment il voit le futur du Nicaragua: "Ca ne va pas être le modèle cubain. Nous avons eu des élections cinq ans après notre victoire. Nous n'avons pas poussé à la collectivisation. [...] La révolution a plus à voir avec la Révolution mexicaine quand elle a commencé." Même aujourd'hui, confronté à de nouvelles menaces d'attaques impérialistes, le régime sandiniste est obstinément attaché à sa trinité "pluralisme politique, économie mixte et non-alignement",

un programme pour une révolution politique avec des réformes sociales. Mais en renversant la dictature d'une famille, ils ont commencé, bon gré mal gré, une révolution sociale. Aujourd'hui, cette révolution est bloquée au milieu du gué, sa survie est menacée par le refus des sandinistes de parachever et d'étendre la révolution nicaraguayenne. Les *contras* et leurs maîtres à Washington fomentent une contre-révolution sanglante telle, qu'en comparaison le tyran Somoza aura été "modérément autoritaire". Il est du devoir des ouvriers américains de faire échec à ces plans par une

Castro (ici avec Daniel Ortega et le vice-président nicaraguayen, Sergio Ramirez) exhorte les sandinistes à ne pas suivre la voie cubaine.



Bosio/Gamma-Liaison

principes récemment codifiés dans une nouvelle constitution.

Si Castro et les sandinistes (et les Soviétiques) sont tous d'accord sur le fait que le Nicaragua ne sera pas un "second Cuba", qu'est-ce qui fait hurler Washington? Les impérialistes ont fait de l'Amérique centrale la ligne de front dans leur campagne de guerre antisoviétique. Pour les dirigeants US, la route de Moscou passe par Managua. Depuis novembre 1981, quand le National Security Council autorisait la CIA à construire son armée de *contras* et à préparer "une quarantaine pétrolière et/ou des actions de l'aviation en représailles contre des forces et des installations cubaines" jusqu'aux manoeuvres américaines actuelles dans les Caraïbes qui comprennent une "simulation d'évacuation" de la base US de Guantanamo à Cuba faisant partie d'un scénario de blocus, la tendance spartaciste internationale et nos camarades américains, mettent en avant le mot d'ordre: "La défense de Cuba et de l'URSS commence en Amérique centrale!"

En effet, les impérialistes comprennent, même si ce n'est pas le cas pour les réformistes et les nationalistes, qu'il y a une lutte globale entre le capitalisme et le socialisme. Le FSLN est venu au pouvoir sur

lutte de classe déterminée dans le ventre de la bête impérialiste.

L'INSTITUTIONNALISATION DE LA REVOLUTION

La bataille autour du Nicaragua entre dans une période cruciale. L'administration Reagan, ravagée par sa crise, cherche à détourner l'attention de l'Iran-Contragate en faisant chauffer sa machine de guerre et les *contras* préparent une dernière tentative pour semer la dévastation dans le pays. Des porte-parole de l'impérialisme plus équilibrés, comme le *New York Times* (12 avril), cherchent à paralyser la direction nicaraguayenne en les enfermant dans des négociations et en appelant à leurs "intérêts bien compris qui pourraient les amener à se restreindre". En attendant, la direction sandiniste cherche à codifier sa "troisième voie" dans une nouvelle constitution faisant partie de l'"institutionnalisation de la révolution", comme disait Daniel Ortega en signant le document devant des dizaines de milliers de ses partisans sur la Place de la révolution. Dans une interview donnée en juillet dernier à l'agence cubaine Prensa Latina, Tomas Borge, dirigeant du FSLN réputé "dur", déclarait: "Nous



UPI

Managua, juillet 1979 -- Les masses nicaraguayennes fêtent leur victoire sur le tyran Somoza.

avons accepté l'existence d'une économie mixte et du pluralisme politique tout comme les Norvégiens ont accepté des températures basses."

Et pendant que le FSLN cherche sans fin une alliance avec une "bourgeoisie patriotique", l'économie va au désastre, le marché noir est en train de noyer le secteur "officiel", les capitalistes refusent d'investir et la classe ouvrière pressurisée, incapable de joindre les deux bouts, est menacée de dispersion. Le devenir de la révolution nicaraguayenne dépend d'une avant-garde véritablement communiste pour la mener à la révolution socialiste. Deux des petits partis de "gauche" -- le Parti socialiste nicaraguayen (PSN) et le Parti communiste du Nicaragua (PCN), deux organisations stalinienne pro-Moscou -- sont tellement attachés au dogme de la "révolution par étapes" qu'ils se sont activement joints aux partis bourgeois contre les nationalistes petits-bourgeois du FSLN. Le programme sandiniste d'"unité nationale" avec une bourgeoisie "patriotique" inexistante ne va pas assez loin -- ils veulent un "front populaire" avec la Garde nationale somoziste! Mais il est vrai que le PSN et le PCN ont taxé d'"aventurisme" l'insurrection sandiniste qui a mis fin au règne de Somoza!

Le dernier coup de cette opposition de droite aux sandinistes a été la parution le 5 février dernier d'un document des libéraux, des démocrates chrétiens et du PCN avec le "Comité de coordination démocratique" qui était auparavant dirigé par le "leader" *contra* Arturo Cruz. Ce texte appelle à un cessez-le-feu, une amnistie générale pour tous les crimes politiques, de nouvelles élections à tous les niveaux et un "processus permanent de dialogue national". Cela ne signifie rien de moins que d'arrêter la révolution, consolider un Etat bourgeois incluant les meurtriers *contras*, et une capitulation devant Washington. Ces gens sont en fait prêts à crier "pouce", comme l'a demandé Reagan. Le titre du journal sandiniste *Barricada internacional* du 12 février, "Les partis qui donnent un coup de main à Washington" touche juste. Pourtant deux semaines plus tard, Ortega déclarait qu'il était prêt à discuter avec d'autres dirigeants centraméricains du "plan de paix" mis en avant par le président Arias du Costa Rica qui formule les mêmes exigences!

La seule opposition de gauche à l'Assemblée nationale contre la constitution concoctée par le FSLN est venue des deux députés du Parti marxiste-léniniste (PML -- ex-MAP-ML). Le MAP-ML a gagné une certaine base parmi les ouvriers et les paysans en faisant participer activement ses milices dans la lutte contre Somoza, et en prenant la direction de grèves et d'occupations de terres après la victoire (ce qui leur a valu d'aller goûter des prisons sandinistes). En 1984, le MAP s'est présenté à l'Assemblée sur un programme appelant à un gouvernement ouvrier et paysan. L'automne dernier, une émission de radio du PML déclarait: "Le projet de constitution est une copie conforme d'une quelconque constitution bourgeoise libérale, garantissant au capital qu'il peut continuer l'explo-

tation et l'oppression des travailleurs" (*Prensa Proletaria*, octobre 1986).

Pourtant, tout en déclarant que la constitution sandiniste représente la "naissance juridique d'un Etat bourgeois" ils appellent les travailleurs à "exiger de l'Assemblée nationale une constitution révolutionnaire". Comme si un parlement style bourgeois, où les partis capitalistes détiennent presque un tiers des sièges, pouvait être le véhicule pour une révolution socialiste! En termes souvent contradictoires, l'orientation générale de ces "marxistes-léninistes" a été de pousser le FSLN vers la gauche. Le député PML Carlos Cuadra explique dans une interview: "Nous n'avons jamais levé la bannière anti-sandiniste, seulement celle antibourgeoise. Nous rejetons les propositions sandinistes dans la mesure où elles sont des propositions de conciliation" (*Envio*, novembre 1986).

Le MAP/PML proalbanais, qui se voit souvent étiqueté à tort comme trotskyste appelle à une "révolution prolétarienne nicaraguayenne" et rejette ainsi implicitement, au moins au plan domestique, le dogme de Staline -- la "révolution par étapes". Mais ils restent stalinien croyant toujours, à l'évidence, dans la construction du "socialisme dans un seul pays". De plus et par-dessus tout, la question russe est la pierre d'achoppement pour ces maoïstes. Leur journal, *Prensa Proletaria*, fait le silence quant au caractère de classe de l'Union soviétique, faisant uniquement référence aux "révisionnistes" du Kremlin et utilisant l'expression elliptique de "superpuissances". Ils essaient en grande partie d'éviter la question, jusqu'au point où ils ne mentionnent même pas la provenance des missiles SAM dont dispose le Nicaragua. Et qu'ont-ils à dire sur Cuba? Pourtant, il est impossible de s'engager dans une véritable lutte révolutionnaire sur ce front de la



Wide World

A gauche, à Cuba, un soldat monte la garde devant une raffinerie ESSO nationalisée. A droite, au Nicaragua en 1983, les réservoirs de pétrole de Corinto incendiés par les *contras* de la CIA.



AP

nonçait: pour une victoire militaire des rebelles du FMLN au Salvador, contre les négociations de la Contadora, pour faire échec à l'agression impérialiste par la solidarité dans la lutte des ouvriers du monde, "en particulier les ouvriers des Etats-Unis et de l'URSS" et pour une fédération révolutionnaire de Cuba et du Nicaragua. Le PRT appelait aussi au contrôle ouvrier de la production et de l'approvisionnement, à la nationalisation des usines et des haciendas, et pour un gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres basé sur une assemblée nationale de délégués ouvriers, paysans et du "secteur populaire", démocratiquement élus.

Pourtant, la brochure du PRT qualifie le gouvernement sandiniste de "gouvernement bourgeois" et de "régime bonapartiste sui generis" (d'un type spécial). Trotsky avait utilisé cette caractérisation à propos du gouvernement Cardenas au Mexique

l'armement des travailleurs et l'instauration du contrôle ouvrier. Et ils présentent ces revendications au parlement de ce qu'ils qualifient de gouvernement bourgeois! Ces revendications ne peuvent être satisfaites que par la mobilisation indépendante des ouvriers à la tête des masses exploitées et opprimées.

Mais ce qui est remarquablement absent, dans le programme du PRT, c'est l'élément clé nécessaire au succès d'une révolution prolétarienne -- la construction d'un parti trotskyste. Dans le document de 1986 "la croisée des chemins", cette omission flagrante devient carrément un programme de pression sur les sandinistes. Le PRT conclut: "Nous avons devant nous essentiellement deux alternatives: ou bien le FSLN avance, rompt tous ses liens politiques et économiques avec la bourgeoisie et l'impérialisme, [...]; ou bien, en fin de compte, la contre-révolution bourgeoise parvient à l'emporter, sous l'une ou l'autre de ses variantes [...]. A Cuba, Fidel Castro a été forcé par le blocus et la pression de l'impérialisme, à nationaliser les principaux moyens de production et à construire un Etat ouvrier bureaucratique."

Mais au Nicaragua, contrairement à Cuba, il y a eu une insurrection de grande ampleur pour chasser Somoza, mobilisant les masses urbaines; aujourd'hui, il y a 300000 ouvriers et paysans armés prêts à défendre la révolution. Et de plus, contrairement à Cuba, au Nicaragua, malgré le contrôle bureaucratique du FSLN, on peut citer plusieurs usines dans lesquelles des partis d'opposition de gauche sont forts: FANATEX, METASA, IMEP, ENAVES, TEXNCSA, plus des raffineries sucrières, des fermes d'Etat, etc. Ce qui est nécessaire avant tout, c'est une direction révolutionnaire qui mobilise les masses ouvrières pour parachever la révolution et l'étendre.

Les morénistes identifient de plus en plus le futur de la révolution nicaraguayenne au "modèle" cubain. Une résolution de la LIT de Moreno en date du 19 juillet 1986 parle de "transformer le Nicaragua en un nouveau Cuba, c'est-à-dire, le deuxième territoire libre d'Amérique". Elle continue: "La direction sandiniste est à un tournant. Nous espérons



Marcelo Montecino

Le siège du Frente Obrero, le groupement syndical du MAP-ML, à Chinandega.

qu'elle va choisir cette voie, celle prise par Fidel Castro il y a plus de 25 ans, quand son pays était aussi attaqué par l'impérialisme. Castro a exproprié la bourgeoisie, converti Cuba en Etat ouvrier. Grâce à cela, il a pu résister à l'agression. La meilleure façon de défendre le Nicaragua est d'en faire un nouveau Cuba" (*Working Class Opposition*, octobre 1986). Et dans un de ses derniers documents, publiés avant sa mort, Moreno écrivait: "Il faut exiger des sandinistes qu'ils prennent cette mesure d'expropriation indispensable pour mettre fin à l'agression impérialiste" (*Working Class Opposition*, décembre 1986).

Dans les diverses étapes de sa carrière multicolore, Moreno s'est successivement déguisé en péroniste, maoïste, guévariste, nationaliste noir, sandiniste et même khomeiniste; et de temps en temps, en Argentine, il redéployait les couleurs de la social-démocratie. Mais au travers de tous ses zigzags et soutiens à divers hommes forts du tiers monde les uns après les autres, l'"antistalinisme" de Moreno a toujours été en réalité de l'antisoviétisme. Lorsqu'à son congrès de 1985, la LIT prétend qu'il y a une "sainte alliance entre Washington, le Kremlin et le Vatican" (*Working Class Opposition*, mai 1985), cela pourrait tout aussi bien venir d'un groupe "capitaliste d'Etat" qui nie qu'il y ait un conflit quelconque entre l'Union soviétique et l'impérialisme. Les trotskystes authentiques sont les meilleurs défenseurs des conquêtes de la révolution d'Octobre. De l'Afghanistan à la Pologne en passant par le Nicaragua, la ligne des morénistes ne peut conduire qu'à soutenir les impérialistes yankees.

CASTRISME OU TROTSKYSME

La révolution cubaine a été un test clé pour le trotskysme. Les healystes britanniques et les lambertistes en France, ont nié l'existence d'une révolution sociale à Cuba. Par contre, le Socialist Workers Party de Joseph Hansen a déclaré que Cuba sous Castro était "un gouvernement ouvrier et paysan" en train de devenir un Etat ouvrier "sain", quoique ne "possédant pas encore les formes de la démocratie ouvrière"; Fidel Castro à sa tête était un "marxiste inconscient". C'est ce soutien aux nationalistes petits-bourgeois castristes qui a été à la base de la "réunification" avec Ernest Mandel pour créer le "Secrétariat unifié". Ce n'est pas comme le prétend Moreno pour ses propres raisons, en 1979 avec Jack Barnes, l'épigone de Hansen, que le SU a connu un "tournant castriste" mais dès sa conception. C'est la tendance spartaciste internationale (TSI) qui a été la seule à maintenir une perspective de révolution permanente et qui a caractérisé Cuba (sous Castro) d'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé.

Déjà en 1961, la Revolutionary Tendency du SWP, prédécesseur de la TSI, déclarait que "Pris dans son ensemble, le processus qui se déroule à Cuba aujourd'hui est celui de la formation d'un Etat ouvrier déformé -- c'est-à-dire la création d'une société comme celle qui existe en Union soviétique, en Europe de l'Est

Suite page 8



Impact

Manifestation à Managua. Les masses nicaraguayennes sont déterminées à défendre la révolution.

campagne de guerre antisoviétique sans avoir une position claire en défense de l'URSS et de Cuba contre l'impérialisme.

LES MORENISTES SUR LA VOIE CUBAINE

L'autre tendance de gauche qui est contre la constitution sandiniste, c'est le Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT), affilié à la Ligue internationale des travailleurs (LIT) de Nahuel Moreno, récemment décédé. Les morénistes sont le courant le plus important se réclamant du trotskysme en Amérique latine. Le PRT provient de la brigade Simon Bolivar organisée par Moreno et Cie qui s'était précipitée sur la scène lors de l'offensive finale des sandinistes en 1979. La brigade qui défilait aux couleurs (rouge et noir) des sandinistes, fut arrêtée par la police du FSLN très peu de temps après leur triomphe, alors qu'elle essayait d'organiser une manifestation d'ouvriers à Managua pour réclamer "le pouvoir au prolétariat". Ceux des brigadistes qui n'étaient pas nicaraguayens furent expulsés au Panama où plusieurs d'entre eux furent passés à tabac par la police d'Omar Torrijos, homme fort nationaliste et allié des sandinistes.

A l'occasion du sixième anniversaire de la révolution, le PRT a publié une brochure intitulée "Où va le Nicaragua?" (*Cuadernos de El Socialista* n°1, juillet 1985) qui se concluait par un "Programme de lutte contre l'impérialisme et les capitalistes" en 18 points. Le programme se pro-

qui était effectivement un régime bourgeois, même s'il recherchait le soutien des ouvriers et des paysans dans le conflit qui l'opposait aux impérialismes américain et britannique. Dans le cas du Mexique, un nouvel Etat capitaliste avait effectivement été reconstruit après la défaite des forces paysannes rebelles de Zapata et de Pancho Villa dans la guerre civile qui avait vu triompher l'armée "constitutionnaliste" bourgeoise, dirigée par les gros propriétaires paysans. C'est précisément ce qui ne s'est pas produit au Nicaragua d'où l'armée somoziste a été chassée et où l'armée sandiniste actuelle est sous le contrôle étroit du FSLN. Le régime petit-bourgeois du Nicaragua est certes bonapartiste, mais il n'a pas reconstruit un Etat bourgeois, autrement dit le comité exécutif qui met en oeuvre la domination de classe capitaliste. S'il l'avait fait, la guerre des *contras* actuelle n'aurait pas lieu.

Un an plus tard, le PRT a publié une deuxième brochure, "La révolution à la croisée des chemins" (*Cuadernos de El Socialista* n°3, juillet 1986), contenant sa présentation à la commission constitutionnelle spéciale à l'Assemblée nationale. Les représentants du PRT réclamaient une constitution "capable de résoudre les problèmes concrets de la révolution nicaraguayenne: de mettre fin à la guerre d'agression et de résoudre la crise économique". Une "motion constitutionnelle du PRT" publiée en septembre réclame l'expropriation des entreprises appartenant aux impérialistes, des grandes usines et des haciendas;

Cuba, Nicaragua...

Suite de la page 7

et en Chine" (Résolution de la minorité à la conférence de la YSA en 1961, reproduite dans *Marxist Bulletin* n°8 de la Spartacist League, "Cuba and Marxist Theory"). La RT a salué l'expropriation révolutionnaire des capitalistes impérialistes et cubains et défendu Cuba contre l'agression militaire et économique US, mais elle a insisté sur la nécessité de lutter pour la démocratie ouvrière et pour une politique internationaliste révolutionnaire contre l'état bureaucratique et nationaliste du régime de Castro. Mais surtout la RT insistait sur la nécessité de "forger un parti marxiste révolutionnaire de masse" dans lequel les petits groupes trotskystes, en combattant l'influence des directions non prolétariennes, ont un rôle vital à jouer.

Aujourd'hui, 25 ans après que Castro eut proclamé la révolution "socialiste" à Cuba après l'invasion de la Baie des Cochons, ce que Cuba a accompli au niveau social et économique, dans les limites d'une petite île des Caraïbes assiégée par l'impérialisme yankee, reste un phare pour les masses travailleuses et pauvres de toute l'Amérique latine. Cuba est le seul pays de la région où il n'y a pas de bidonvilles sordides et où ne règne pas la faim; où la mortalité infantile est tombée à 15 pour 1000, où l'espérance de vie est de 74,2 ans, où 96% des adultes ont au moins six ans de scolarité, où l'éducation est gratuite et où il y a des emplois pour tout le monde. A Cuba, 37% de la main-d'œuvre est constituée de femmes ainsi que plus de la moitié des techniciens. Même le *Wall Street Journal* (9 juillet 1986) reconnaît: "Quand Fidel Castro est entré dans La Havane en 1959, l'un de ses premiers gestes a été d'abolir la ségrégation dans la société profondément raciste de Cuba. Vingt-sept ans plus tard, les Noirs continuent d'être les principaux bénéficiaires de sa révolution, alors que le facteur racial s'estompe de plus en plus en tant que barrière à la promotion sociale". En fait, selon beaucoup de critères sociaux, les Cubains s'en sortent mieux que les Américains. Et il n'y a aucune comparaison avec la misère qui règne juste à côté

à Haïti. C'est la différence entre le jour et la nuit que fait la révolution sociale.

Mais Cuba est encore un pays pauvre, qui vit des subventions de 4 milliards de dollars annuels que lui fournit l'URSS; et c'est un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Il est gouverné par un petit groupe composé de Castro et de ses collaborateurs immédiats; celui qui est à côté du *lider maximo* dans la jeep a plus d'importance que n'importe quel vote des assemblées de "pouvoir populaire" ou même qu'un congrès du parti communiste. La Havane, après plus d'un quart de siècle sous la menace des canons yankees, entrepris des missions internationalistes de Grenade à l'Angola, où des troupes cubaines bloquent les envahisseurs d'Afrique du Sud depuis plus de 10 ans. Mais dans la logique nationaliste des stalinien, ils soutiennent aussi des dictateurs sanguinaires comme Mengistu en Ethiopie, qui a massacré les Erythréens, les Somalis et une génération de militants de gauche éthiopiens. Et s'ils ont envoyé des enseignants et des conseillers militaires au Nicaragua sandiniste, les déclarations du département d'Etat selon lesquelles Cuba aide abondamment les rebelles d'Amérique latine et du Salvador en particulier, sont malheureusement un mythe.

POUR LA REVOLUTION PERMANENTE EN AMERIQUE CENTRALE!

C'est le programme trotskyste de révolution permanente qui est au coeur de la question nicaraguayenne. On ne peut préserver les acquis limités du renversement de Somoza -- et encore moins une révolution ouvrière -- dans un Nicaragua encerclé par les néo-colonies yankees. Pour survivre, la révolution nicaraguayenne doit sortir de cet étai, inspirer et aider les luttes de classe révolutionnaires dans toute l'Amérique centrale -- et en premier lieu au Salvador; elle doit s'étendre au prolétariat mexicain fort de plusieurs millions d'ouvriers qui souffrent de l'austérité imposée par le FMI. Et surtout, pour transcender l'incroyable pauvreté de cette région de républiques bananières et caféières, il faut porter la révolution au coeur de l'impérialisme. C'est la responsabilité particu-

lière des communistes d'Amérique du Nord.

Mais de même que les sandinistes ont laissé, au nom du "pluralisme politique" et de l'"économie mixte", une "cinquième colonne" bourgeoise, pro-*contra*, opérer à l'intérieur du pays, ils refusent, au nom du "non-alignement" d'aider la lutte de guérilla des Salvadoriens, du moins depuis que le gouvernement Reagan les a dans le collimateur, début 1981. Ils ne veulent rien faire non plus qui perturbe leurs relations avec le Mexique, même si ce dernier capitule de plus en plus devant Washington et que la possibilité d'une lutte de classe explosive devient de plus en plus grande dans ce pays gouverné par le "Parti révolutionnaire institutionnel". Cela ne fait que souligner qu'il faut forger un parti communiste authentique qui se batte ouvertement pour accomplir une révolution socialiste. Comme l'écrivait Trotsky pour récapituler les leçons de la Révolution bolchévique de 1917 (et leur confirmation négative dans la révolution chinoise manquée de 1927): "Quelles que soient les premières étapes épisodiques de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste [...]. [...]"

"La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente." (La Révolution permanente, 1929).

Aujourd'hui au Nicaragua, un parti léniniste trotskyste doit se battre pour une véritable révolution agraire, et en particulier pour l'expropriation des gros propriétaires terriens (qui sont l'épine dorsale des *contras* de l'intérieur) et qui produisent presque tout ce que le pays exporte. Une mesure comme celle-là poserait directement, comme l'a écrit Trotsky, la question de l'expropriation de la bourgeoisie.

Mais emportés par l'enthousiasme

général par la révolution nicaraguayenne, plusieurs groupes pseudo-trotskystes ont abandonné le programme trotskyste. Le plus notoire, c'est le SWP américain de Jack Barnes qui, dans un discours en décembre 1982 a qualifié Trotsky d'"ultra-gauche" (cf. "Nécrologie du SWP", *Spartacist* éd. française n°22, hiver 1984-1985). Barnes ne fait que mettre la touche finale au cours antitrotskyste que le SWP a entamé au moment de sa capitulation devant Castro. Mais la plupart de ceux qui prétendaient défendre le trotskysme contre le renégat Barnes ont une ligne sur le FSLN qu'on ne peut distinguer de celle du SWP. La superstar du Secrétariat unifié par exemple, Ernest Mandel, s'est fendu d'un document de 30 000 mots intitulé "Défense de la révolution permanente". Mais la résolution du congrès mondial du SU sur la "Révolution en Amérique centrale" déclare que "le pouvoir est passé aux mains des ouvriers" le 19 juillet 1979 et ne dit rien sur le droit de grève ou les organes de pouvoir ouvrier; les mandéliens veulent aussi "construire le parti sandiniste révolutionnaire" plutôt qu'un parti trotskyste.

Les leçons que tirent les marxistes prolétariens de la révolution cubaine sont bien différentes des conclusions liquidationnistes de ces anti-trotskystes. Comme le déclarait en 1963 la résolution de la Revolutionary Tendency "Pour la renaissance de la Quatrième Internationale": "L'expérience acquise depuis la Deuxième Guerre mondiale a démontré que la guérilla paysanne sous une direction petite-bourgeoise ne peut d'elle-même aboutir qu'à un régime bureaucratique antiprolétarien. La création de tels régimes s'est produite dans des conditions de putréfaction impérialiste, de démolition et de désorientation causées par les trahisons stalinien, et en l'absence d'une direction marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière. La révolution coloniale n'aurait de signification clairement progressiste que sous une telle direction prolétarienne révolutionnaire." La voie qu'il faut prendre pour défendre, parachever et étendre la révolution nicaraguayenne est celle de Lénine et de Trotsky, celle de la révolution permanente et de la renaissance de la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. ■

Fascistes...

Suite de la page 2

seille, en mobilisant les travailleurs de la région respectivement ceux de la pétrochimie et de RVI et les dockers, cheminots et sidérurgistes de Fos. Belsunce ou Croix-Rousse doivent devenir des forteresses imprenables par les fascistes, et si jamais un de ces rats arrivait à y entrer, jamais il ne devrait en ressortir!

Chaque exaction fasciste doit voir se lever les travailleurs dans une puissante riposte de classe -- des grèves politiques ouvrières, des manifestations de rue. Un exemple modeste d'une riposte de front unique a été la manifestation du 11 décembre 1981 à Rouen, organisée à l'initiative de la Ligue trotskyste et soutenue par plusieurs syndicats. Cette manifestation avait rassemblé plus de 400 ouvriers et jeunes pour stopper les fascistes. La montée actuelle exige de telles actions ouvrières sur une échelle beaucoup plus grande. Mais toutes les manifestations de "protestations" organisées par le PCF, le PS ou SOS-Racisme, avec le soutien de l'"extrême gauche", confiaient la défense des victimes de la terreur raciste à l'ennemi de classe en faisant appel à ses flics! Les travailleurs et immigrés ne peuvent compter que sur leur propre force, leur organisation et leur mobilisation.

La direction du PCF, principal parti ouvrier, porte une lourde responsabilité dans l'absence de riposte ouvrière aux exactions fascistes. Après que son parti eut fait pendant des années l'autruche, Fiterman vient de déclarer: "M. Le Pen [...] a voté l'acte inique européen, lui qui brandit le drapeau national et Jeanne d'Arc..."

Il est prêt à liquider l'indépendance, la souveraineté française en enfermant notre pays dans ce conglomérat européen et atlantiste. Il faut arracher le masque de ce démagogue et, croyez-moi, nous ne négligeons rien pour le faire" (*L'Humanité*, 28 avril). Ce n'est qu'une révoltante tentative de faire de la surenchère patriotique contre Le Pen! Le social-chauvin Fiterman évite tout simplement la question centrale: la terreur anti-immigrés. Le PCF, basé sur l'aristocratie ouvrière blanche et qui tient à garder "ses" municipalités, ne veut pas toucher à la question brûlante de l'oppression raciale. Plus encore la direction réformiste du PCF veut donner des gages de sa "responsabilité" à la bourgeoisie. Comme à Vitry en décembre 1980 quand elle envoyait un bulldozer contre des travailleurs maliens.

Ces derniers temps, le PCF aime à se présenter comme le "parti des luttes", contre les licenciements, les attaques contre la sécurité sociale, etc. Tout sauf la lutte contre la terreur raciste et les discriminations raciales! A en croire le PCF, rejoint dans cette prostration fataliste par les économistes de LO qui rejettent eux aussi le combat pour des milices ouvrières, le danger fasciste disparaîtra comme par enchantement avec une simple lutte économique! Mais la moindre lutte "économique" capable d'arracher la moindre concession sérieuse de la bourgeoisie devra se protéger de ses bandes armées, légales et illégales, et pour cela s'en donner les moyens, en commençant par construire des piquets de grève. Au fond, tous ces gens ont renoncé par avance à la victoire.

Face à la passivité scandaleuse de Marchais devant Le Pen, les "rénovateurs" brandissent le drapeau de

l'antiracisme, allant même jusqu'à critiquer le municipalisme du PCF et y compris Vitry. Mais que proposent-ils? Se mettre à la traîne du PS, en appelant de leurs voeux une nouvelle union de la gauche. C'est ainsi que Résistance II, dont Juquin est un signataire, déclare: "Le gouvernement socialiste a laissé se produire l'effet Le Pen sans intervenir, pour le combattre, au moment même où la situation l'exigeait" (*Critique communiste* n° 61, mars). Mais ça, c'est blanchir le gouvernement PCF-PS pour ses rafles gestapistes, ses expulsions, ses véritables camps de concentration anti-immigrés et autres mesures racistes qui ont pavé la voie à Le Pen. Aujourd'hui encore, la municipalité PS de Marseille gère la ségrégation raciale comme au "bon" vieux temps de Defferre, qui n'a pas hésité à proposer un bloc aux protofascistes de "Marseille Sécurité" aux municipales de 1983! A Villeurbanne, dans la banlieue lyonnaise, Hernu, qui a le sang de Greenpeace sur les mains, expulsé à tour de bras les immigrés de son fief. Voici les gens que les Juquin, avec le soutien enthousiaste de la LCR, veulent remettre au pouvoir!

Les militants dans et autour du PCF qui veulent lutter contre leur propre bourgeoisie n'ont pas à choisir entre le social-chauvinisme cru d'un Marchais et l'"antiracisme" à la sauce social-démocrate d'un Juquin, qui n'ont au fond tous deux qu'à leur offrir une nouvelle alliance de collaboration de classe -- un front populaire. Ils doivent comprendre que la question des immigrés est stratégique pour la révolution dans ce pays. Ils doivent rompre avec le programme front-populiste, réformiste et chauvin de leur direction et rejoindre le programme internationaliste avancé

par la Ligue trotskyste qui place en avant le combat contre la terreur raciste et les discriminations raciales. Aucune tribune pour les fascistes! Abolition des CRS et autres corps d'exception spécialisés dans la répression anti-ouvrière et anti-immigrés! Flics hors des quartiers immigrés! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! Détachements ouvriers/immigrés d'autodéfense basés sur les syndicats!

La classe ouvrière doit se mobiliser dès maintenant contre la terreur fasciste. Aujourd'hui, Le Pen n'est fort que de l'impuissance des directions traîtres du prolétariat. Une seule riposte massive et victorieuse pourrait l'amener à une prudence salutaire, et pourrait servir d'exemple galvanisateur pour tous les ouvriers et en particulier les immigrés.

Le prolétariat en lutte pour la transformation socialiste de la société peut scissionner ou au moins neutraliser la petite-bourgeoisie désespérée, mais pour cela il lui faut une direction révolutionnaire.

A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, Trotsky écrivait ("Dans la littérature du centrisme", *Oeuvres*, tome 19): "La véritable lutte contre le fascisme est inséparable de la lutte de classes du prolétariat contre les bases de la société capitaliste. Le fascisme n'est pas une étape économiquement inévitable. Mais il n'est pas non plus un simple 'hasard'. Il est le résultat de l'incapacité des partis dégénérés et profondément pourris du prolétariat à assurer la victoire du socialisme. La lutte contre le fascisme est par conséquent avant tout la lutte pour une direction révolutionnaire du prolétariat international. C'est en cela que réside la signification historique du travail de la Quatrième Internationale." ■

Les cheminots noirs défient l'apartheid

30 avril -- La semaine dernière, la puissance de la classe ouvrière noire a mis en échec la censure draconienne de l'apartheid. Les ouvriers noirs ont annoncé à la face du monde entier qu'ils défiaient courageusement l'Etat policier sud-africain. C'est la grève des cheminots noirs déclenchée six semaines plus tôt à Johannesburg, la capitale financière d'Afrique du Sud, qui s'est soudain transformée en confrontation générale avec le régime raciste de l'apartheid.

Le 21 avril, le gouvernement a envoyé des milliers de soldats et de policiers armés jusqu'aux dents pour quadriller les dépôts ferroviaires et les gares, afin d'essayer de briser la grève. Le lendemain, des flics dispersaient à coups de fouet une réunion syndicale à Germiston, dans la banlieue de Johannesburg, tuant un gréviste et en blessant grièvement un autre. Quelques heures plus tard, la police attaquait un autre groupe de grévistes, tuant cinq d'entre eux. Mais cette fois-ci les grévistes, armés de haches et de bâtons, se défendirent et cette fois-ci ce furent les bouchers de l'apartheid qui eurent quelques blessés. A Johannesburg même, le siège de la fédération ouvrière COSATU (Congress of South African Trade Unions), centrée sur les Noirs, était saccagé par les flics qui passèrent à tabac les syndicalistes et arrêtèrent 400 d'entre eux. Ces tueries se sont produites après que les chemins de fer sud-africains, les SATS (South African Transport Services) eurent annoncé la mise à pied de 16000 cheminots qui n'avaient pas repris le travail selon l'ultimatum du gouvernement.

Mais dans le Transvaal, le coeur industriel d'Afrique du Sud, les travailleurs noirs n'ont pas été intimidés. Des milliers d'habitants de Soweto ne se sont pas rendus à leur travail pour protester contre l'expulsion de grévistes des loyers et en solidarité avec les cheminots en lutte. De jeunes militants ont mis en place des barrages routiers pour empêcher les véhicules de sortir de cette township tentaculaire qui fournit la main-d'oeuvre des industries de Johannesburg. Les bus et les taxis, ainsi que les trains, se sont arrêtés, et les lycéens ont fermé les lycées. La distribution du courrier dans cette township de deux millions d'habitants s'est arrêtée du fait d'une grève de près de 7000

postiers noirs, grève qui a également perturbé les services postaux à Johannesburg.

Le *Los Angeles Times* du 16 avril rapportait que le régime suprémaciste blanc manifestait "de l'appréhension quant à une nouvelle vague d'agitation populaire qui, cette fois, pourrait être le fait des ouvriers plutôt que des étudiants". Les chemins de fer sud-africains jouent un rôle stratégique dans l'économie. C'est pourquoi, malgré la répression féroce de l'Etat policier, les dirigeants de l'apartheid ont hésité avant d'intervenir contre les grévistes, et c'est aussi pourquoi maintenant ils frappent si fort. Le prolétariat noir d'Afrique du Sud a la puissance nécessaire pour briser les chaînes de l'esclavage de l'apartheid. Ce qui est désespérément nécessaire pour ce faire, c'est une direction révolutionnaire du prolétariat.

CEUX QUI TRAVAILLENT DOIVENT DIRIGER

Le fait que des milliers de cheminots grévistes aient été capables de défier les bouchers sanguinaires de l'apartheid pendant six semaines témoigne de leur force et de leur assurance croissante. Cette grève a commencé à la mi-mars à la gare de City Deep, à Johannesburg, après qu'un cheminot noir eut été licencié pour avoir remis avec un jour de retard cent francs provenant de la vente de tickets des chemins de fer de l'Etat. La grève s'est étendue rapidement aux gares de toute la région industrielle fortement peuplée des environs de Johannesburg, perturbant le trafic des trains de banlieue et de marchandises. Après six semaines de grève, les pertes des SATS étaient évaluées à 500 millions de francs. Des policiers armés jusqu'aux dents ont commencé à quadriller les trains et les gares de banlieue après l'incendie de plus de 60 voitures dans des gares à l'intérieur et autour de Johannesburg et sur la ligne vers Soweto.

Les chemins de fer sont traditionnellement un secteur réservé aux Blancs les plus pauvres, qui constituent un peu plus de la moitié des quelque 200000 employés. C'est le dernier réduit d'une classe ouvrière blanche en voie de disparition. Des centaines

de chômeurs blancs se sont pressés dans des files d'embauche pour remplacer les grévistes noirs mis à la porte. Le personnel d'encadrement blanc des SATS est connu pour son arbitraire et sa brutalité. Le Railway and Harbour Workers Union [syndicat des cheminots et des travailleurs des ports], affilié au COSATU, que la direction des chemins de fer a refusé de reconnaître et qui avait seulement 9000 adhérents au début de la grève, entra en lutte pour exiger la réintégration du cheminot licencié avec indemnisation des journées de mise à pied, l'élimination de toutes les pratiques racistes au sein des SATS, le paiement des jours de grève et la garantie qu'il n'y aurait pas de sanctions.

La répression brutale des organisations anti-apartheid comme l'United Democratic Front soutenu par l'African National Congress (ANC) a fait des syndicats centrés sur les Noirs, et en particulier du COSATU, avec ses 500000 adhérents, le principal organe de protestation. Mais l'ANC et ses partisans, y compris la direction nationale du COSATU, cherchent à utiliser la puissance des travailleurs noirs pour tirer le char du nationalisme. La stratégie de l'ANC, qui consiste à "rendre le pays ingouvernable et empêcher l'économie de fonctionner", cherche seulement à faire pression sur les capitalistes rapaces d'Afrique du Sud et sur leurs alliés impérialistes pour "réformer" l'apartheid et à permettre quelque "forme" de "partage du pouvoir" sans renverser le système capitaliste qui est au coeur de la surexploitation et de l'esclavage de l'apartheid.

Au niveau international, la stratégie de l'ANC est centrée sur le "désinvestissement" impérialiste. Mais la fuite du capital étranger, comme General Motors, est motivée par les profits capitalistes, pas par les manifestations dans les villes occidentales. Ce "désinvestissement" s'accompagne de la destruction des syndicats indépendants centrés sur les Noirs. Au lieu de répondre à la pression pour des "réformes", la terreur policière de l'apartheid s'est faite encore plus sauvage. Depuis la proclamation en juin dernier de l'état d'urgence, qui permet la détention pour une durée indéfinie sans contact avec les familles ou les avocats, on estime que 30000 personnes ont été emprisonnées.

Et tandis qu'on emprisonne en masse, les escadrons de la mort assassinent de plus en plus de militants syndicaux et anti-apartheid.

Parmi les personnes emprisonnées, il y a plus de 10000 enfants et jeunes Noirs de moins de 18 ans. L'emprisonnement d'enfants, en particulier, a provoqué d'importantes manifestations de protestation multiraciales. Le 10 avril, le Reich raciste sud-



Le 20 mars dernier, Pierre-André Albertini, un coopérant français âgé de 27 ans, était condamné à quatre ans de prison par un tribunal de l'apartheid pour avoir refusé courageusement de témoigner contre cinq militants noirs accusés de "complot terroriste". Le mouvement ouvrier français doit se mobiliser massivement pour l'arracher aux geôles de Botha. Libérez Albertini!

africain réagit en interdisant toute forme de protestation contre les emprisonnements, même l'envoi de télégrammes, la circulation de pétitions, l'affichage d'autocollants ou le port de tee-shirts avec des mots d'ordre comme "Libérer les enfants". Ce diktat a été remis en cause par la cour suprême du Natal, et pourtant des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants croupissent dans les centres de torture tristement célèbres d'Afrique du Sud, tandis que leurs familles craignent pour leur vie.

La grève des chemins de fer a été particulièrement embarrassante pour le *führer* sud-africain Pieter Botha et pour le parti dirigeant, le Parti national à dominante afrikaaner. A quelques jours des élections au parlement réservé aux Blancs, les Blancs sont divisés au sujet de la politique répressive de Botha, tant à droite, où se développe un mouvement fasciste, qu'à gauche. Pour contenter la droite, Botha a envoyé l'armée en Zambie le 25 avril, tuant quatre personnes. Ce raid a provoqué d'importantes manifestations de protestation en Afrique du Sud, manifestations qui ont été réprimées par des flics à coups de fouet, de gaz lacrymogène et de fusil à pompe. C'était la première fois que ces armes étaient utilisées contre des étudiants blancs. Quelques Blancs libéraux, en particulier sur les campus universitaires, ont rejoint les victimes de l'oppression de l'apartheid -- les Noirs, les métis et les Indiens -- pour exiger qu'il soit mis fin à la suprématie blanche et réclamer un régime basé sur le principe un homme, une voix. Mais c'est l'exploitation de classe qui est la force motrice de la privation de droits que subissent les victimes de l'apartheid; leur émancipation nécessite une *révolution sociale*.

Ce qu'il faut en Afrique du Sud, c'est un parti ouvrier révolutionnaire racialement intégré, un parti bolchévique déterminé à l'expropriation des richesses d'Afrique du Sud par les producteurs eux-mêmes et à l'instauration d'un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs. Ecrasez l'apartheid -- pour la révolution ouvrière! -- Adapté de Workers Vanguard n°427

Cheminots...

Suite de la page 5

le 28 décembre, "cette grève doit gagner! Aucun train ne doit rouler! Fermez les gares, baissez les signaux, tous les feux au rouge!" (le *Bolchévik* n°69, janvier). Ce pourquoi les grévistes de la gare du Nord et ceux de Chambéry sont devenus le phare de la lutte a été leur capacité d'arrêter complètement le trafic, n'en déplaise aux amis d'Arlette Laguiller et de Daniel Vitry qui n'ont vu dans la capacité d'arrêter "telle ou telle production" qu'une péripétie secondaire au mieux, et au pire une division regrettable entre les grévistes et les jaunes (appelés pudiquement par LO les "non-grévistes"). Un piquet de grève signifie: On ne passe pas! Mais cette force réelle a été bridée par une grande faiblesse de la coordination des roulants, le repli farouchement catégoriel. Car la grève posait la question de toute la politique du gouvernement. A l'époque, les marins bloquaient les ports, le métro parisien et les transports urbains comme à Marseille étaient complètement paralysés. C'était une *grève générale* qui était à l'ordre du jour! Une direction révolutionnaire se devait d'avoir une telle perspective. Un tract de la LTF distribué le 28 décembre dans les PTT mettait en avant que les travailleurs de la SNCF ont besoin de l'aide des autres secteurs de la classe ouvrière: "Il faut envoyer des délégations massives pour ren-

forcer les piquets de grève dans les gares. Des actes de solidarité de classe s'imposent: les ambulants et employés PTT des gares, par exemple, doivent se joindre immédiatement à la grève. Il faut refuser de charger le courrier dans les trains ou dans tout autre moyen d'acheminement de remplacement."

Dans ce pays, parler de l'extension aux secteurs clés de l'industrie c'est toucher à la question stratégique de l'unité de la classe ouvrière, l'unité entre les travailleurs français et immigrés. La SNCF offrait un cadre favorable pour permettre d'unifier les luttes des ouvriers français et immigrés qui avaient été à la pointe des combats contre le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman qui mettait en application sa politique antiouvrière avec la complicité des diverses directions syndicales. Concrètement, les cheminots pouvaient jeter un pont vers leurs camarades de classe immigrés, employés comme auxiliaires de la SNCF, en luttant aussi pour la titularisation de tous les auxiliaires! Même travail, même statut! Non à l'exclusion des étrangers de la fonction publique! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! Lutter pour ces mots d'ordre serait un puissant moteur pour l'unification de la classe ouvrière, dont les divisions raciales entretenues par la bourgeoisie et les directions syndicales chauvines affaiblit considérablement le potentiel. L'entrée en lutte des travailleurs immigrés aux côtés de leurs frères de classe français aurait été de plus un formidable moyen de tenir en

respect la racaille fasciste qui aujourd'hui ratonne à son aise, encouragée en cela par l'absence totale de riposte de la classe ouvrière.

Mais le pont que la LCR se propose de jeter aujourd'hui, c'est celui qui ramènerait les cheminots combattifs... vers les vieilles directions syndicales. Ayant constaté comme tout un chacun l'ampleur du fossé qui s'est creusé pendant la grève entre les cheminots et ces directions discréditées, Krivine et Cie se sont engouffrés dans la brèche, non pas pour approfondir ce fossé et donner aux cheminots les moyens politiques de rompre avec les bureaucrates, mais pour les ramener sous la coupe des appareils réformistes -- et plus particulièrement de celui de la CFDT, au sein duquel ils sont déjà profondément incrustés.

En s'attendant à cette besogne peu reluisante, les losers professionnels de la LCR veulent aussi montrer aux "rénovateurs" du PCF, qu'ils courtisent assidûment, qu'ils sont capables de faire du "bon travail" en ramenant les brebis égarées de la SNCF dans le droit chemin du front-populisme et de la social-démocratie. Car Juquin et Cie n'épouseront pas la LCR seulement pour ses beaux yeux antisoviétiques et ses poses "unitaires" alanguies: ils veulent s'assurer que leur promesse pourra faire les gros travaux domestiques salissants. Les cheminots qui ont courageusement défié Chirac, et la bourgeoisie tout entière ne méritent vraiment pas de servir ainsi de dot à Krivine. ■

Barbie...

Suite de la page 4

se trouve la QUESTION DU POUVOIR. Depuis le 6 février 1934, la question du pouvoir est posée ouvertement comme une question de force" (Trotsky, *Encore une fois, où va la France?*, mars 1935). Organiser la grève générale politique et les milices ouvrières, écraser les bandes fascistes, telles étaient les tâches immédiates de l'heure.

Ce n'était pas l'énergie révolutionnaire qui manquait au prolétariat. Il le prouva de manière éclatante avec la grève générale de mai-juin 1936, qui fera trembler sur ses bases la domination de la bourgeoisie. Ce qui lui manquait, c'était une direction révolutionnaire. Les dirigeants staliniens et sociaux-démocrates (SFIO) de la classe ouvrière française n'étaient que des réformistes qui entendaient "lutter contre le fascisme" en constituant un bloc politique avec le parti radical -- le Front populaire. En confiant pour un court moment l'apparence du pouvoir au gouvernement de collaboration de classe émanant de cette alliance et dirigé par le socialiste Léon Blum, -- avec le soutien actif des dirigeants du PCF, restés à l'extérieur du gouvernement pour ne pas effaroucher les radicaux -- la bourgeoisie allait réussir à endiguer l'offensive ouvrière de 36. La menace passée, elle congédiera sans ménagement ses laquais "socialistes" en 1938. Se succéderont alors des gouvernements instables, de plus en plus réactionnaires et bonapartistes.

La menace révolutionnaire écartée pour l'immédiat, les coupe-jarrets ligueurs étaient devenus moins utiles à la bourgeoisie et les ligues périclitèrent. Les activistes fascistes les plus fanatiques, après 36, passèrent des combats de rues au terrorisme. Ils organisèrent des réseaux secrets ("la Cagoule") liant industriels, officiers, hauts fonctionnaires, pour préparer activement la guerre civile, dressèrent des listes noires et se lancèrent dans une campagne d'assassinats de dirigeants et personnalités de gauche.

LES MESURES ANTISEMITES "REPUBLICAINES"

Pendant que les fascistes assassinaient et complotaient, les gouvernements "démocratiques" s'en prenaient aux immigrés. La France, après la saignée de 1914-18, avait été un pays d'émigration, et un certain nombre de Juifs venus d'Europe orientale s'y étaient installés, notamment dans la région parisienne. Trotsky voyait dans cette immigration un puissant facteur de régénération des organisations ouvrières françaises, qui reposaient sur une aristocratie ouvrière restreinte et laissaient de côté la grande masse des couches moins privilégiées: "Les 60000 travailleurs juifs de Paris constituent une force importante. [...] Puisque les travailleurs étrangers appartiennent dans leur grande majorité aux couches inférieures du prolétariat de ce pays, ils sont de ce fait liés à ces couches et proches d'elles. Ils partagent la condition de la lie du prolétariat français qui, pour sa part, reste à l'écart des organisations officielles. Les travailleurs étrangers ont une mentalité différente, tout simplement parce que ce sont des étrangers, [avec] une mentalité d'émigrants, plus mobile, plus réceptive aux idées révolutionnaires. Voilà pourquoi l'idéologie communiste peut gagner le respect des travailleurs étrangers et en faire un puissant instrument de pénétration dans l'ensemble de la classe ouvrière française" (Lettre à "Klorkeit" et aux travailleurs juifs de France, 1930).

Ces travailleurs juifs étrangers, souvent communistes ou socialistes, étaient les boucs émissaires parfaits pour les fascistes. Au début des années 30, avec la crise économique et l'arrivée d'une nouvelle vague de réfugiés fuyant dictatures et persécutions en Europe orientale et dans l'Allemagne nazie et avec le danger révolutionnaire, la xénophobie antisémite dépassa largement la clientèle fasciste pour atteindre l'opinion bourgeoise

qui exigea à cor et à cri des mesures anti-immigrés de plus en plus odieuses.

En 1932, une loi accordait au gouvernement le droit d'instaurer des quotas d'étrangers dans certaines professions. En 1934, l'expulsion par la force des étrangers en situation irrégulière était autorisée, et plus de 3000 devaient l'être rien que pendant les quatre premiers mois de 1935. Cette même année, le système des quotas était étendu aux ouvriers, forçant de nombreux immigrés à travailler dans l'illégalité. Bien que les réfugiés soient loin d'être tous juifs, le caractère antisémite de ces lois anti-immigrés ne faisait aucun doute pour personne.

Il y eut un bref répit dans cette escalade répressive pendant la période du gouvernement Blum, moins du

contre l'Allemagne en septembre 1939, le caractère bonapartiste du régime s'accroissant encore. Le PCF fut interdit et une répression féroce s'abattit sur ses militants, tandis que l'emprise de l'état-major sur des gouvernements faibles et incéces devenait chaque jour plus étroite. Avec la défaite éclair de mai-juin 1940, le parlementarisme tomba comme un fruit blet. A vrai dire, il était tellement discrédité que non seulement la bourgeoisie ne voyait aucune utilité à camoufler plus longtemps la dictature de l'état-major et de la clique bureaucratique derrière le décor en carton-pâte de la 3e République, mais qu'au contraire le fait de rompre nettement avec le régime parlementaire valut à Pétain un supplément de popularité. La

liste" de la bourgeoisie pour sauver et consolider l'appareil d'Etat bourgeois qui venait de servir si loyalement Pétain et Hitler (cf. "le PCF de la Libération au coup d'Etat de de Gaulle -- Les fruits amers de la cohabitation de 1944-47", le Bolchévik n°61, mars 1986).

VENGEANCE POUR LES VICTIMES DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Dans ces conditions, l'"épuration" épargna finalement la bourgeoisie et son appareil d'Etat. Abrisés derrière de Gaulle et les rares résistants bourgeois de la première heure (parmi lesquels les démocrates antifascistes étaient moins nombreux que les réactionnaires patentés pour qui l'anti-bochisme l'emportait sur tout le reste), la plupart des flics, des préfets, des juges et des hauts fonctionnaires de Vichy qui n'avaient fait que "servir l'Etat" avec zèle en traquant Juifs, communistes et résistants ne furent pas inquiétés. Ainsi un Maurice Papon, secrétaire de la préfecture de la Gironde de 1941 à 1944 chargé des "questions juives" et à ce titre directement responsable de la déportation de 1700 Juifs, non seulement ne sera pas inquiété à la "Libération", mais sera nommé en août 1944 directeur de cabinet du nouveau préfet. Et ce "respectable grand commis de l'Etat", avant de devenir par la suite député gaulliste puis ministre dans le dernier gouvernement Giscard, servira l'impérialisme français comme organisateur de la répression coloniale en Algérie de 1954 à 1956. Nommé préfet de police de Paris en 1958, il y mènera avec férocité la répression anti-FLN et sera l'organisateur du massacre par la police de centaines de manifestants algériens sans défense dans les rues de la capitale le 17 octobre 1961.

Nous, marxistes, voulons que justice soit faite pour les victimes des Massu, des Papon, des Barbie, pour toutes les victimes de la barbarie impérialiste. Evidemment, le procès de Barbie par la "justice" française ne sera



Roger Viollet

L'ouverture à Paris, en mai 1941, de l'"Institut d'étude des questions juives", officine de propagande antisémite créée par la Gestapo et dont les services de Darquier prendront le contrôle en 1943.

fait de la bonne volonté des ministres socialistes et radicaux du Front populaire -- qui se gardèrent d'ailleurs bien d'abroger l'odieuse législation anti-immigrés déjà existante, se contentant de bonnes paroles sur le respect des "traditions françaises d'accueil et d'hospitalité" -- que parce que la mobilisation et la combativité de la classe ouvrière tenaient en respect les réactionnaires. Mais les persécutions s'accéléraient quand Daladier succéda au ministère Blum. En mai et novembre 1938, le gouvernement Daladier promulgait deux décrets-lois antiétrangers qui donnaient au ministère de l'intérieur un pouvoir arbitraire d'expulser, d'interner ou d'emprisonner les réfugiés juifs jugés indésirables et de retirer la citoyenneté française à des immigrés déjà naturalisés. Le préambule du décret de novembre 1938 ne faisait d'ailleurs pas mystère de ses intentions xénophobes: "Les décrets des 2 et 14 mai derniers, qui réglementent en France la situation des étrangers, ont clairement marqué la discrimination que le Gouvernement entendait faire entre les individus moralement douteux, indignes de notre hospitalité, et la partie saine et laborieuse de la population étrangère. [...] nous avons déterminé les modalités suivant lesquelles certains étrangers pourraient accéder de plein droit à la nationalité française, en raison, soit de leur naissance en France, soit de leur mariage avec un de nos nationaux. Il importe, en effet, d'enlever à cette accession son caractère trop 'automatique'; ici plus qu'ailleurs, il convient de faire le partage entre les bons éléments et les indésirables qui, pour être exclus de notre territoire, ne doivent évidemment pas pouvoir s'intégrer dans la collectivité française" (Paxton et Marrus, *op.cit.*)

Rapidement, des dizaines de milliers de réfugiés, dont de nombreux Juifs, furent entassés dans des camps de concentration. Après la déclaration de guerre, ce furent les Juifs allemands qui furent internés en masse en tant que... ressortissants d'un pays ennemi dans des camps où vexations, mauvais traitements et la faim étaient monnaie courante.

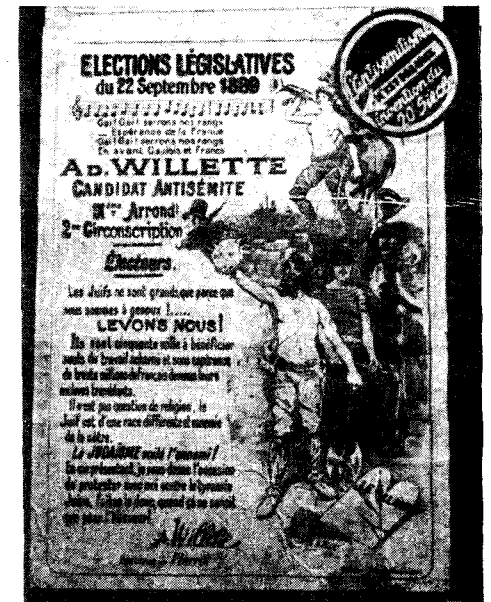
Après la déclaration de guerre

bourgeoise pria donc le parlement de se faire hara-kiri séance tenante, et le 9 juillet 1940, à une écrasante majorité de 569 voix contre 80 et 17 abstentions, la chambre du Front populaire (élue en 1936, et dont les députés du PCF avaient été exclus en 1939) remettait les pleins pouvoirs, y compris constituants, au maréchal Pétain. La majorité des députés SFIO avaient voté "oui". La République était tombée sans coup férir, et Pétain baptisait simplement le nouveau régime "Etat français".

DE PETAIN A DE GAULLE

Il ne fait pas le moindre doute que la classe bourgeoise faisait alors bloc quasi-unanimement derrière Pétain et son programme clérical-réactionnaire. Ce n'est que quand, après 1942-43, l'Armée rouge commença à repousser les forces hitlériennes et que la défaite des nazis sera devenue inéluctable qu'une fraction non négligeable de la bourgeoisie se découvrira soudain "résistante" et se ralliera à de Gaulle pour opérer un renversement des alliances de dernière minute qui permettra à la France de se retrouver en 1944 dans le camp des vainqueurs.

Avec la bourgeoisie et son Etat mouillés jusqu'au cou dans les atrocités nazies, il aurait fallu rien moins que le renversement de l'Etat bourgeois par une révolution ouvrière pour que les auxiliaires de la barbarie hitlérienne reçoivent le châtement qu'ils méritaient. L'effondrement du régime de Vichy et la situation insurrectionnelle qui prévalait en de nombreux endroits marquaient une crise pré-révolutionnaire où la classe ouvrière aurait sans nul doute réussi à renverser une bourgeoisie dont le pouvoir ne tenait plus qu'à un fil. Mais il aurait fallu pour cela un parti révolutionnaire de masse, et les trotskystes français, victimes de la sauvage répression des nazis, de la police de Vichy et des hommes de main staliniens, étaient bien trop faibles pour accomplir cette tâche dont ils soulignaient l'urgence. Au contraire, le PCF réformiste s'était déjà subordonné à la fraction "gaul-



Roger Viollet

Affiche d'un candidat antisémite aux élections de 1889 réimprimée en 1943. Après 1871, le nationalisme français s'était durci en un chauvinisme xénophobe et revanchard. Les antisémites de Vichy se réclameront à juste titre de la tradition antisémite nationale.

certainement qu'une sinistre farce (y compris, d'ailleurs, du fait de la scandaleuse défense de ce nazi par Vergès). Voir l'Etat français envoyer aujourd'hui Barbie finir ses jours dans l'équivalent français de la prison de Spandau (où est incarcéré le nazi Rudolf Hess) ne serait même pas une demi-mesure de justice. Justice ne sera faite que quand la révolution socialiste mettra fin au pouvoir de la bourgeoisie et balayera enfin, une bonne fois pour toutes, sa terreur fasciste de la surface de la terre.

* * * * *

Pour écrire cet article, nous nous sommes principalement appuyés sur deux ouvrages de référence: Klaus Barbie, Butcher of Lyons de Tom Bower (Corgi Books, 1985) et Vichy et les Juifs, de Michaël Marrus et Robert Paxton (Calmann-Lévy, 1981).

Espagne...

Suite de la page 12

Les manifestants étudiants, renforcés par la menace d'une mobilisation massive de la classe ouvrière, avaient arraché d'importantes concessions au gouvernement du premier ministre de droite Chirac et du président social-démocrate Mitterrand. Le gouvernement espagnol, craignant une explosion sociale, a cédé à nombre de revendications étudiantes -- enseignement secondaire gratuit et plus de bourses. Pourtant, le ministre de l'Education Maravall s'est montré inflexible sur l'accès libre à l'université qui est hors de question. Les dirigeants étudiants, dont certains sont associés à Nueva Claridad (organisation liée à la tendance Militant de Ted Grant, une aile dissidente du parti travailliste britannique) ont appelé à la reprise des cours. Mais le gouvernement risque d'avoir à faire face à un deuxième round de luttes, car les étudiants des universités commencent à occuper les campus.

Les causes profondes de la vague d'agitation étudiante en Europe sont à trouver dans le désespoir et la colère d'une génération abandonnée par les directions réformistes des partis ouvriers traditionnels -- les sociaux-démocrates et les stalinien -- et condamnée par le système pourrissant aux affres du chômage. (La moitié de la jeunesse espagnole est sans emploi.) En attendant, le PSOE utilise le chômage massif pour gonfler les voiles de sa répugnante loi de *extranjeria* (loi sur les étrangers) dont le but est de mettre fin à l'immigration en provenance des pays hors du marché commun. Des milliers d'étrangers "sans papiers" -- principalement des Africains, des Arabes et des gitans portugais -- ont été pris dans des rafles policières et maintenus en camp de concentration, attendant leur expulsion. On en est arrivé au point où le nombre d'étrangers arrêtés à Barcelone était si grand que la police a dû utiliser les pièces vides de ses casernes pour les y mettre -- et cela a provoqué une manifestation policière de mauvais augure.

Les musulmans des enclaves espagnoles en Afrique du Nord, Ceuta et Melilla, ont dû faire face à une odieuse campagne de terreur raciste de la part des populations coloniales -- essentiellement des militaires -- lorsqu'ils essayèrent de protester contre cette loi qui les dépouillait de tous droits de citoyenneté. Pourtant, le PSOE et le lamentable parti communiste ont organisé une manifestation pour soutenir cette loi scélérate. Ces traîtres crachent sur les traditions les plus héroïques du prolétariat espagnol, qui s'était insurgé contre la guerre du Maroc lors de la Semana Tragica de Barcelone en 1909. Aujourd'hui, l'entrée dans l'OTAN et la CEE s'est scellée dans le sang des Basques. Les escadrons de la mort fascistes du GAL ("Groupe de libération antiterroriste") qui sont recrutés et formés par la Guardia civil, assassinent les réfugiés de l'ETA qui sont livrés à l'Espagne. Et tout cela avec l'approbation des "socialistes" Gonzalez et Mitterrand.

Le "front populaire" de Felipe Gonzalez rampe devant le roi Juan Carlos nommé par Franco, ses généraux fats et ses évêques réactionnaires alors qu'il soumet les ouvriers et les opprimés au capitalisme espagnol réactionnaire. Mais, comme cela se produit dans toutes les alliances de collaboration de classe, à la longue, il n'a réussi qu'à s'aliéner à peu près tous les secteurs de la société et perd petit à petit tout son soutien parmi les ouvriers tout en rendant la petite bourgeoisie folle de rage. Alors que des milliers de femmes espagnoles réclamaient le droit élémentaire à l'avortement libre et gratuit, l'Eglise catholique organisait des manifestations massives avec un service d'ordre de crapules fascistes, pour protester contre la timide libéralisation des lois antiavortement tentée par le gouvernement. Alors que Gonzalez épuise sa crédibilité auprès des masses espagnoles, les militaires attendent dans l'ombre et la crise de la direction du

prolétariat s'accroît. Face à l'offensive concertée des capitalistes espagnols et de leur gouvernement "socialiste" la simple lutte syndicale est totalement inadéquate. Ce qu'il faut de toute évidence, c'est une grève générale qui balaye l'austérité antiouvrière de Gonzalez. Une telle grève devrait être défendue contre les jaunes et les flics par des milices ouvrières d'autodéfense armées. Elle doit produire des organes de lutte qui mobilisent des couches plus larges d'ouvriers et d'opprimés -- des comités de grèves et d'usines, débouchant sur les soviets. En bref, les luttes ouvrières se conjuguant dans une épreuve de force avec la bourgeoisie posent inévitablement la question de quelle classe va dominer. Tous les réformistes ont peur de cela. Alors, les CC.OO. qui avaient

Gonzalez en 1982 a bien montré qu'il n'est pas une alternative au réformisme style Carrillo/Iglesias. D'ailleurs, Gallego est retourné au bercail de la coalition front populiste de la "gauche unie" avec les "euros" et les "progressistes" libéraux.

Ce qui est crucial pour la victoire, c'est de construire une avant-garde trotskyste, qui, parce qu'elle est le tribunal de tous les opprimés, est la seule à pouvoir lier les luttes sociales disparates qui secouent l'Espagne à la puissance organisée du prolétariat, dans un combat pour un gouvernement ouvrier. Mais la Liga Comunista Revolucionaria (LCR), la section espagnole du Secrétariat unifié pseudo-trotskyite d'Ernest Mandel, a aussi participé à la trahison historique de 1975-77 en refusant de rompre avec les bureaucraties réformistes



Der Spiegel

Madrid -- Camacho, dirigeant des Commissions ouvrières, s'adresse à des cheministes grévistes.

appelé à une "grève générale" d'un jour -- pour lâcher la pression -- l'ont ajournée dans l'"intérêt public". Comme l'expliquait si bien un dirigeant du PSUC (parti communiste catalan), affilié au PCE: "Le lendemain du jour J on se demandera sur les lieux de travail: 'Et maintenant?' Et comme personne n'a la réponse, il vaut mieux ne pas provoquer la question" (El Pais [Madrid], 7 avril).

LA CRISE DE LA DIRECTION DU PROLETARIAT

Une fois de plus, le prolétariat espagnol a montré ses capacités de lutte et de sacrifice. Au moment où des milliers d'ouvriers productifs sont jetés au rebut par le capitalisme en décomposition, il faut défendre l'existence même de notre classe. Cela signifie qu'il faut se battre avec détermination pour virer les réformistes qui trahissent les luttes des ouvriers et les remplacer par une direction authentiquement communiste. En 1977, l'Espagne était en pleine situation pré-révolutionnaire; une vague de grèves massives menaçait l'Etat bonapartiste chancelant, hérité du régime de Franco. Ce qui a sauvé le capitalisme espagnol, c'est la trahison des dirigeants du PCE, du PSOE et des syndicats qui ont négocié le pacte de la Moncloa avec le roi de Franco et l'ancien politicien phalangiste Adolfo Suarez. Ce n'est pas par la grâce de dieu que règne Juan Carlos aujourd'hui, mais par celle de Santiago Carrillo et de Felipe Gonzalez.

Une fois sabotée cette opportunité cruciale, le parti communiste, qui avait été hégémonique, se scinda en trois: le PCE de Gerardo Iglesias, le PCPE (Parti communiste des peuples d'Espagne) de Ignacio Gallego et un groupe croupion autour de Carrillo, l'ancien chantre de l'"eurocommunisme". Lorsque le PSUC catalan perdit la majorité de sa base ouvrière, dans une scission de gauche (connue sous le nom de "Afghans" parce que ses membres soutenaient l'armée soviétique en Afghanistan), nous avons fait remarquer qu'une importante partie du prolétariat espagnol cherchait confusément une perspective de lutte de classe plus combative et qui rejetait les trahisons grossières de l'eurocommunisme, affirmant leur loyauté pro-Moscou face à une nouvelle guerre froide (cf. "Le PCE se disloque", le *Bolchévik* n°31, février 1982). Mais la vieille garde stalinienne prit l'affaire en mains et forma le PCPE, dont le soutien électoral à

et en avançant la formule menchévique traître de révolution par étapes sous la forme de *ruptura democrática* (rupture démocratique). Depuis cette époque, la LCR est dans un désarroi total, connaît une hémorragie de cadres et se consacre à la recherche de sa version lilliputienne du front populaire.

En 1982, la LCR a acclamé la "grande victoire" de Gonzalez, et a proclamé que l'Espagne avait désormais un gouvernement ouvrier. Le reste de la gauche trotskysante était tout aussi béatement satisfait -- le Partido Socialista de los Trabajadores (PST), opération de feu Nahuel Moreno, proclama que le triomphe électoral du PSOE était une "victoire ouvrière". Lors des élections de mai dernier, la LCR ne s'est abstenue que parce qu'elle ne voyait pas dans la "gauche unie" l'équivalent féministe/écologiste/militant homosexuel des partis "verts" d'Europe du nord qui attireraient les "nouvelles avant-gardes". (Dans les élections de 1984 aux Etats-Unis, la LCR était pour le démocrate yuppie Gary Hart!) Et pour ne laisser aucun doute sur son attachement au front populaire, la LCR a tenu à insister, pour le cinquantième anniversaire de la Guerre civile espagnole, pour réhabiliter le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), organisation centriste d'Andres Nin et de Joaquin Maurin et pour donner des excuses au fait qu'ils aient rejoint le Front populaire!

Un "dossier" spécial, publié dans le journal de la LCR *Combate* (1er février 1986), fait remarquer que l'action du POUM dans les élections de 1936 "avait produit une polémique bien connue dans le mouvement trotskyste" caractérisée par des "insultes" et un manque de compréhension envers ce "parti révolutionnaire". C'était au mieux un "problème tactique" déclare Miguel Romero, grosse légume de la LCR; le POUM aurait pu voter pour les candidats du front populaire sans s'y joindre, comme les mandéliens le font régulièrement. Mais, ajoute-t-il "aucune personne sensée" ne peut prétendre aujourd'hui que ce qui était en jeu était une "trahison de la révolution". Qui donc pourrait formuler une accusation aussi "insensée"? Ils ne mentionnent pas les polémiques acharnées de Trotsky contre "La trahison du Parti ouvrier d'unification marxiste" espagnol" (janvier 1936) ni qu'il l'accusait de "trahison du prolétariat dans l'intérêt d'une alliance avec la bourgeoisie". Trotsky a insisté à plusieurs reprises que ce parti centriste avait une

responsabilité particulière dans la défaite sanglante du prolétariat espagnol parce qu'il n'avait pas fourni de réponse révolutionnaire à la trahison des stalinien, des sociaux-démocrates et des anarchistes.

Non seulement la LCR désavoue Trotsky sur l'Espagne, mais elle se retrouve même à la droite de Nin. (Cet ancien de la "gauche communiste" avait renoncé au trotskysme et rejoint un ancien de l'opposition de droite, Maurin, pour fonder le POUM.) Dans les mois qui ont précédé la destruction du POUM et l'assassinat de Nin par les stalinien, il y avait une division du travail entre Maurin qui représentait le POUM au parlement républicain et Nin qui faisait en paroles des critiques du front populaire. Dans le même numéro de *Combate*, on peut lire un article de Nin, "Après les élections du 16 février" dans lequel "deux courts paragraphes" ont été supprimés "faute de place". Mais ces paragraphes sont ceux où Nin demande "une indépendance plus complète du mouvement ouvrier révolutionnaire vis-à-vis des partis bourgeois" et où il dit: "[...] la politique du front populaire ne correspond pas aux intérêts vitaux du prolétariat et de la révolution à l'heure actuelle" (tiré de *La Nueva Era*, 1976, Victor Alba).

En fait, ce "dossier" ne mentionne aucun des écrits de Trotsky sur l'Espagne, et pas seulement "faute de place", étant donné qu'il n'a cessé d'insister que le front populaire "est la question centrale de la stratégie de classe prolétarienne en cette époque" et que c'était le "meilleur critère pour différencier le bolchévisme du menchévisme" (1936). Il a aussi dit qu'"il ne peut y avoir de plus grand crime qu'une coalition avec la bourgeoisie dans une période de révolution socialiste" (1939). Aujourd'hui, le SU de Mandel rejette tout ce que la Quatrième Internationale de Trotsky défendait dans les batailles cruciales qui dureront jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. La tendance spartaciste internationale (TSI) est la seule à s'être battue pour une opposition prolétarienne à la collaboration de classe (cf. "Pas de soutien critique" au front populisme" et "Vers la Ligue trotskyste internationale!" *Spartacist*, éd. française, n°15-16 printemps 1980). Depuis ses débuts, la TSI cherche à forger une Quatrième Internationale que Trotsky reconnaîtrait comme sienne.

Aujourd'hui en Espagne, après dix ans de démolition de la gauche, le vent de la lutte des classes souffle à nouveau très fort. Les sempiternelles menaces de coup d'Etat de la période post-Franco, que les réformistes utilisaient pour prétendre que ce n'était pas l'heure des luttes combatives, ont diminué mais pas disparu: un officier d'extrême droite vient d'être acquitté par un tribunal militaire malgré les preuves qu'il complotait un coup d'Etat financé par la Libye. Et bien que la répression au Pays basque soit aussi brutale sous le gouvernement socialiste qu'elle l'était sous les franquistes, la vague de luttes "autonomistes", maintenant que chaque région a son statut "d'autonomie" bidon, va être déplacée par les luttes sociales générales dans toute l'Espagne. Il est donc doublement urgent que les ouvriers espagnols défendent le droit à l'autodétermination des Basques, de la Catalogne et des îles Canaries, et qu'ils exigent que l'Espagne impérialiste quitte ses avant-postes coloniaux en Afrique du Nord.

Un parti trotskyste en Espagne se battra pour tous les droits démocratiques foulés aux pieds par un Etat "démocratique" dont les forces armées ont encore la nostalgie de l'époque des saluts fascistes et des bruits de bottes. Cela fait partie intégrante du combat pour la révolution socialiste dans la péninsule Ibérique, dans le cadre de la reconstruction socialiste de l'Europe, contre le cycle des fronts populaires qui pavent la voie à la réaction et la campagne de guerre antisoviétique et la menace d'holocauste mondial. Pour un parti trotskyste en Espagne, section espagnole d'une Quatrième Internationale reforgee!

-- Traduction du supplément à *Spartacist* (édition espagnole) distribué le Premier Mai à Madrid

Espagne: grèves contre le "socialiste" Gonzalez

Il faut un parti trotskyste!

20 avril -- Le gouvernement espagnol du premier ministre "socialiste" Felipe Gonzalez est depuis trois mois secoué par la plus importante vague de luttes sociales qu'on ait vue dans le pays depuis celle qui a suivi la mort de Franco en 1975. De janvier à mars, il y a eu plus de 250 manifestations à Madrid; en avril, il y a eu une grève pratiquement tous les jours et le total des grévistes se monte à plus d'un million. Le Parti socialiste espagnol (PSOE) de Gonzalez est venu au pouvoir en 1982 sur la base d'un vague programme de "changement"; il a été reconduit en 1986 sous le slogan fumeux de "L'Espagne est sur la bonne voie". Mais maintenant, il récolte une tempête de luttes sociales contre quatre ans de cassages de grèves, de licenciements, d'austérité, de répression brutale contre la minorité basque et "d'intégration" de l'Espagne dans l'Europe de l'OTAN et dans la campagne de guerre impérialiste contre l'Union soviétique.

En février, 250 000 lycéens, suivant l'exemple des luttes étudiantes et ouvrières de l'autre côté des Pyrénées, se sont mis en grève dans toute l'Espagne. Ils sont descendus dans la rue pour réclamer la gratuité de l'enseignement secondaire, des bourses d'Etat et l'arrêt de la sélection pour l'accès aux universités, particulièrement discriminatoire pour les enfants de la classe ouvrière. Les manifestations de la jeunesse ont été violemment réprimées par la police et ont dégénéré en batailles de rue qui rappelaient fortement les dernières années du Caudillo Franco. Et, comme cela s'est produit en France, l'exemple des étudiants a trouvé un écho plus large: les enseignants se sont mis en grève, les médecins et les travailleurs de la santé ont protesté contre la condition hospitalière, les ouvriers agricoles d'Estremadure et d'Anda-



Reuter

A Reinosa, dans le nord de l'Espagne, les sidérurgistes affrontent la Guardia civil, les chiens de garde du franquisme "réformé".

lousie, les régions pauvres du sud de l'Espagne, ont manifesté. Les journaux ont d'ailleurs commencé à publier un programme des manifestations de la semaine.

Aujourd'hui, ce sont les gros bataillons du prolétariat espagnol qui sont entrés dans l'arène. Des grèves et occupations ont éclaté dans le bâti-



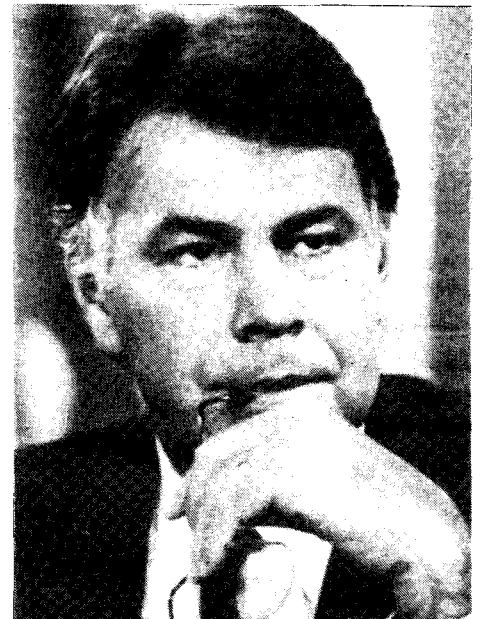
Ricardo Gutierrez/El País

ment, l'automobile, la sidérurgie, les docks, les compagnies aériennes, les chemins de fer et le métro de Madrid pour protester contre les licenciements et la limite de 5% pour les augmentations de salaires, imposée par le gouvernement. Les arrêts de travail dans les transports au début et à la fin des vacances de Pâques ont gravement perturbé le trafic dans toute la Péninsule. Il y a même eu un appel à la grève générale mais il a été retiré de peur que la situation ne soit trop explosive. Même l'UGT (Union générale des travailleurs) servilement progouvernementale, dirigée par Nicolas Redondo député du PSOE, a refusé les restrictions sur les salaires de Gonzalez et soutenu les grèves. Dans les dernières élections syndicales, l'UGT a perdu beaucoup de voix au profit des Comisiones Obreras (CC.OO.) dirigées par le PC qui a adopté une attitude plus dure par rapport au gouvernement.

les déloger se sont trouvés à court de balles de caoutchouc et ont été désarmés par les ouvriers qui les ont poussés hors de la ville. (Un juge est en train d'essayer de récupérer une mitrailleuse qui manque.) La riposte du gouvernement "socialiste" a été d'envoyer 1000 policiers de la Guardia civil tant détestée, y compris une unité "antiterroriste" du Pays basque, des hélicoptères et une douzaine de chars. Ces derniers jours ont vu bon nombre de batailles violentes entre la Guardia civil et les ouvriers qui essayaient de couper la voie ferrée vers Madrid avec des barricades enflammées. Le maire PSOE répudié par la population, a dû démissionner.

Lorsque Gonzalez est venu au pouvoir, il a promis 800 000 nouveaux emplois. Mais l'entrée dans le marché commun a obligé à une "reconversion" (destruction) de l'industrie espagnole décrépite et le chômage est donc monté à 21% de la population active (il y a aujourd'hui plus de 3 millions de chômeurs), le taux le plus élevé d'Europe. Les ouvriers espagnols en ont marre. La bourgeoisie de Madrid fait des cauchemars quand des milliers de mineurs des Asturies venant des puits de Hunosa appartenant à l'Etat, ont marché sur le ministère de l'Industrie à Madrid pour protester contre les plans visant à supprimer 6000 emplois. Ils scandaient entre autres: "Il faut préparer la grève générale" et "C'est comme ça que la révolution de 34 a commencé" (*Cambio 16*, 23 mars). L'insurrection des mineurs des Asturies de 1934, et son cri de guerre "UHP" ("Frères prolétaires unissez-vous") avait été écrasée par Franco, qui avait fait emprisonner 40 000 ouvriers; elle annonçait la Guerre civile espagnole de 1936-39.

Le raz de marée électoral en faveur du PSOE lors des élections de 1982 avait été accueilli par les sociaux-démocrates d'Europe de l'Ouest comme la preuve que l'Espagne avait réussi sa transition vers la "démocratie" et qu'elle était prête à jouer un rôle plus important dans



Der Spiegel

Manifestation de fonctionnaires à Madrid. Les gros bataillons du prolétariat espagnol affrontent le premier ministre du roi Juan Carlos, le "socialiste" pro-OTAN Gonzalez (ci-dessus).

l'Europe impérialiste. Gonzalez a joué le rôle d'"éclairateur" de la Deuxième Internationale de la contre-révolution "démocratique" en Amérique latine. En arrangeant l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, il a solidement préservé les bases américaines installées au temps de la dictature de Franco, qui sont d'une importance stratégique dans la campagne de guerre antisoviétique. Mais, malgré la popularité de "Felipe" et la cynique manœuvre du référendum, les masses travailleuses espagnoles restent mobilisées. Ce qui manque cruellement, c'est une avant-garde révolutionnaire qui dirige cette opposition à l'alliance de l'OTAN antisoviétique, à son appendice, le marché commun, et à la politique économique antiouvrière de Gonzalez.

LE FRONT POPULAIRE CONTRE LE PEUPLE

La presse internationale s'est essentiellement consacrée aux manifestations étudiantes et aux violents affrontements entre les étudiants et la police. Les bandes armées de la police nationale n'ont effectivement pas tardé à leur faire subir le traitement brutal quotidiennement réservé aux Basques dans le nord du pays. La couleur de l'uniforme a peut-être changé mais c'est toujours la même gestapo franquiste. Les étudiants ont vaillamment défendu leurs manifestations contre les attaques de la police, et à Madrid, un groupe de provocateurs fascistes a reçu une correction bien méritée de la part du service d'ordre étudiant. Lorsque la police a tiré et blessé grièvement une collégienne de quatorze ans, les manifestants en colère réclamèrent la démission du ministre de l'Intérieur du PSOE, José Barriónuevo -- qui avait été dans sa jeunesse dirigeant du "syndicat" des étudiants franquistes.

Les événements de France étaient encore frais dans la mémoire tant des manifestants que du gouvernement.

Suite page 11